



# Conseil de sécurité

Quatre-vingtième année

**9831<sup>e</sup>** séance

Lundi 6 janvier 2025, à 10 heures

New York

*Provisoire*

*Présidents :* M. Bendjama/M. Koudri ..... (Algérie)

<i>Membres :</i>	Chine .....	M. Geng Shuang
	Danemark .....	M <sup>me</sup> Lassen
	États-Unis d'Amérique .....	M <sup>me</sup> Thomas-Greenfield
	Fédération de Russie .....	M. Polyanskiy
	France .....	M. Dharmadhikari
	Grèce .....	M. Sekeris
	Guyana .....	M <sup>me</sup> Persaud
	Pakistan .....	M. Akram
	Panamá .....	M. Alfaro de Alba
	République de Corée .....	M. Hwang
	Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord ..	M. Kariuki
	Sierra Leone .....	M. Kanu
	Slovénie .....	M. Žbogar
	Somalie .....	M. Osman

## Ordre du jour

Protection des civils en période de conflit armé

Ce procès-verbal contient le texte des déclarations prononcées en français et la traduction des autres déclarations. Le texte définitif sera publié dans les *Documents officiels du Conseil de sécurité*. Les rectifications éventuelles ne doivent porter que sur le texte original des interventions. Elles doivent être indiquées sur un exemplaire du procès-verbal, porter la signature d'un membre de la délégation intéressée et être adressées au Chef du Service de rédaction des procès-verbaux de séance, bureau AB-0928 ([verbatimrecords@un.org](mailto:verbatimrecords@un.org)). Les procès-verbaux rectifiés seront publiés sur le Système de diffusion électronique des documents de l'Organisation des Nations Unies (<http://documents.un.org>)



*La séance est ouverte à 10 h 5.*

### **Adoption de l'ordre du jour**

*L'ordre du jour est adopté.*

### **Protection des civils en période de conflit armé**

**Le Président** (*parle en anglais*) : Conformément à l'article 37 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les représentants de l'Égypte et du Soudan à participer à la présente séance.

Conformément à l'article 39 du règlement intérieur provisoire du Conseil, j'invite les personnes suivantes, appelées à présenter un exposé, à participer à la présente séance : M<sup>me</sup> Edem Wosornu, Directrice de la Division des opérations et de la communication au Bureau de la coordination des affaires humanitaires ; et M<sup>me</sup> Beth Bechdol, Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le Conseil de sécurité va maintenant aborder l'examen de la question inscrite à son ordre du jour.

Je donne la parole à M<sup>me</sup> Wosornu.

**M<sup>me</sup> Wosornu** (*parle en anglais*) : Le Soudan est toujours en proie à une crise humanitaire aux proportions stupéfiantes. D'après les estimations, ce sont aujourd'hui plus de 11,5 millions de personnes qui sont déplacées à l'intérieur du pays, près de 8,8 millions d'entre elles ayant été déracinées depuis avril 2023. Plus de 3,2 millions d'autres Soudanais ont fui vers les pays voisins. Cette année, les organisations humanitaires s'efforceront de venir en aide à près de 21 millions de personnes au Soudan, soit à peu près la moitié de la population du pays. La séance d'information d'aujourd'hui intervient après une annonce très inquiétante : les conditions de famine s'étendent.

Le conflit armé continue d'avoir de graves incidences sur les civils de tout le pays, y compris sur les travailleurs humanitaires, et ce, malgré les appels répétés à cesser les hostilités. La situation à El-Fasher et alentour, au Darfour septentrional, reste particulièrement catastrophique. En décembre, les combats se sont de nouveau intensifiés, notamment dans le camp de déplacés de Zamzam, où des civils ont été blessés ou tués par des tirs d'artillerie et où il semblerait que les personnes cherchant à quitter le camp en sont empêchées.

Les combats se sont également poursuivis dans d'autres régions du pays, notamment dans les États de Khartoum, de Gazira, de Sennar, du Kordofan méridional et du Kordofan occidental. Le 19 décembre, le jour même de notre dernier exposé au Conseil (voir S/PV.9822), trois de nos collègues du Programme alimentaire mondial ont été tués par une frappe aérienne sur leur complexe à Yabous, dans l'État du Nil-Bleu.

L'accès aux zones où les besoins sont les plus importants, y compris les zones touchées par la famine, reste un problème fondamental. Mais nous avons constaté quelques avancées positives au cours des dernières semaines. Le 25 décembre 2024, un convoi de 28 camions est arrivé à Khartoum en provenance de Port-Soudan avec de la nourriture, des produits nutritionnels et d'autres formes d'assistance. Il s'agit du plus important convoi des Nations Unies à atteindre la capitale depuis le début de la crise, après de nombreuses semaines de négociations. C'est là un progrès important, sur lequel nous devons faire fond de toute urgence. La semaine dernière, un autre convoi du Programme alimentaire mondial a pu livrer de la nourriture à la ville d'Abu Jubeiha et aux zones environnantes dans le Kordofan méridional.

Mais nous assistons également à un nouveau rétrécissement de l'espace de travail dans des zones clefs. Le point de passage d'Adré reste un point d'entrée crucial, mais à l'intérieur du Darfour, des restrictions supplémentaires sont imposées aux activités des organisations humanitaires et de nouvelles procédures d'inspection des camions destinés aux zones touchées par le conflit dans le Darfour septentrional créent de nouveaux goulets d'étranglement. Nous continuons à insister auprès des autorités pour qu'elles mettent en œuvre leur accord visant à établir un centre humanitaire à Zalingei, dans le Darfour central, qui servira de base pour les opérations menées dans toute la région. Des zones clefs du Kordofan méridional sont de fait coupées de toute aide extérieure. Les visas pour le personnel humanitaire ne sont pas accordés assez rapidement.

L'exposé de ce matin fait suite à la publication d'une nouvelle analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. Les résultats sont choquants, mais malheureusement pas surprenants. Une note blanche communiquée au Conseil en mars dernier soulignait le risque de voir des millions de personnes sombrer dans une insécurité alimentaire catastrophique.

En avril, alors que les principaux indicateurs de sécurité alimentaire se détérioraient rapidement, l'équipe de pays pour l'action humanitaire au Soudan a publié un plan de prévention de la famine, visant à permettre une réponse intégrée et définissant les priorités, dont la mise en œuvre serait soutenue par un réseau de plateformes aéroportuaires.

Fin juillet, le Comité d'examen des situations de famine du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire a confirmé que des conditions de famine étaient possibles dans le camp de Zamzam, et que des conditions similaires étaient probables dans deux camps de déplacés situés à proximité et dans de nombreuses autres zones exposées à un risque imminent. Les combats s'étant intensifiés et l'accès aux principales zones de famine s'étant réduit, une nouvelle propagation de la famine et de la faim était tragiquement le scénario le plus probable.

La dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire indique que des conditions de famine sont désormais présentes dans cinq zones, à savoir Zamzam, Al Salam, Abou Chok, les camps de personnes déplacées et dans les monts Nouba occidentaux. Elle prévoit que cinq autres localités, toutes situées dans le Darfour septentrional, seront touchées d'ici au mois de mai, avec un risque de famine dans 17 autres régions.

Nos collègues de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture pourront nous en parler plus en détail, mais les principaux facteurs sont les conflits et les déplacements forcés. Il s'agit d'une crise d'origine anthropique. Il est également important de préciser que les conséquences ne sont pas ressenties de manière uniforme par la population, la faim extrême posant des risques disproportionnés pour les femmes et les filles, ainsi que pour les très jeunes et les personnes âgées.

Le Soudan est actuellement le seul endroit au monde où la famine a été confirmée. La faim et la famine se répandent en raison des décisions prises chaque jour de poursuivre cette guerre, quel qu'en soit le coût pour les civils.

Nos trois demandes au Conseil de sécurité restent inchangées depuis le mois dernier (voir S/PV.9822) et depuis que la note blanche a été communiquée au Conseil il y a 10 mois.

Premièrement, nous avons besoin de l'aide du Conseil de sécurité pour faire pression sur les parties afin qu'elles respectent le droit international humanitaire. Cela inclut l'obligation de répondre aux besoins essentiels des civils et de protéger les biens, les infrastructures et les services vitaux nécessaires aux systèmes et à la

production alimentaires. Nous appelons une fois de plus à une cessation immédiate des hostilités et à des mesures réelles et inclusives en vue d'une paix durable dont le peuple soudanais a si désespérément besoin.

Deuxièmement, l'accès doit être garanti. Nous avons besoin de l'influence du Conseil de sécurité pour garantir que tous les itinéraires – routiers et aériens, à travers les lignes de conflit et les frontières – soient ouverts aux secours et au personnel humanitaire. Les obstacles bureaucratiques doivent être levés et les autorisations et visas doivent être délivrés rapidement et efficacement au personnel humanitaire entrant. Le personnel humanitaire et ses biens doivent être protégés.

Troisièmement, le financement doit être assuré. L'ampleur sans précédent des besoins au Soudan exige une mobilisation comme jamais auparavant de l'aide internationale. Le plan de réponse aux besoins humanitaires du Soudan pour 2025 nécessitera un montant record de 4,2 milliards de dollars pour venir en aide à près de 21 millions de personnes, soit la moitié de la population soudanaise. Un montant supplémentaire de 1,8 milliard de dollars est nécessaire pour venir en aide à 5 millions de personnes, principalement des réfugiés, dans sept pays voisins.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Wosornu de son exposé.

Je donne maintenant la parole à M<sup>me</sup> Bechdol.

**M<sup>me</sup> Bechdol** (*parle en anglais*) : Je remercie le Conseil de sécurité d'avoir invité l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) à faire un exposé virtuel sur la situation très préoccupante au Soudan.

Les derniers rapports sur la sécurité alimentaire sont les pires de l'histoire du pays et, avant de partager avec les membres du Conseil les détails décourageants du dernier rapport publié par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, je voudrais rappeler aux membres du Conseil qu'au cours des 15 dernières années, seules quatre famines ont été confirmées : en Somalie en 2011, au Soudan du Sud en 2017 et 2020, et maintenant au Soudan en 2024. Et comme nous l'avons appris de ces crises extrêmes, des dizaines de milliers de personnes avaient déjà péri avant que la famine ne soit déclarée.

En août de l'année dernière, la famine a été déclarée à Zamzam, dans l'État du Darfour septentrional au Soudan, et elle persiste et s'est étendue. Le Comité d'examen des situations de famine, un organe indépendant, a conclu fin décembre qu'entre octobre et novembre 2024, les conditions de famine ont persisté dans le camp de personnes déplacées de Zamzam et se sont étendues à d'autres sites du Darfour septentrional, ainsi qu'aux monts Nouba occidentaux dans l'État du Kordofan méridional. Entre le mois dernier et le mois de mai, cinq zones supplémentaires devraient connaître des conditions de famine, avec un risque confirmé de famine dans 17 autres zones.

La dernière analyse du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire montre que la moitié de la population, soit près de 25 millions de personnes, est confrontée à une insécurité alimentaire aiguë. Cela représente 3,5 millions de personnes supplémentaires depuis juin 2024. Aujourd'hui, 15,9 millions de personnes sont classées dans la phase 3 (crise) du Cadre intégré ; 8,1 millions dans la phase 4 (urgence) ; et un peu plus de 637 000 dans la phase 5 (catastrophe). Les conflits et les déplacements forcés restent les principaux moteurs de la crise, exacerbés par la restriction de l'accès à l'aide humanitaire. La persistance de la violence et les difficultés économiques ont perturbé les marchés, déplacé 11,5 millions de personnes, entraînant la plus grande crise de déplacement interne au monde, et propulsé les prix des produits de base à des niveaux inabordables.

Près des deux tiers de la population soudanaise dépendent de l'agriculture, les principales cultures du pays étant le sorgho, le millet et le blé. Au cours de la première

année du conflit, la saison 2023-2024, la production de ces trois cultures s'est élevée à 4,1 millions de tonnes, soit une réduction de 46 % par rapport à l'année précédente. Cette perte de production aurait pu nourrir environ 18 millions de personnes pendant un an et représentait une perte économique comprise entre 1,3 et 1,7 milliard de dollars. La production d'autres cultures mineures telles que le sésame, le tournesol, les arachides et le coton a également été nettement inférieure à la moyenne. La faible disponibilité des intrants et leurs prix élevés ont également eu des répercussions importantes sur les superficies plantées et récoltées, ainsi que sur les rendements. Ensuite, la saison des pluies 2023 a été irrégulière, marquée par des périodes de sécheresse dans les principales zones de production, ce qui a encore réduit les rendements déjà limités.

La récolte commencera bientôt pour la saison de production 2024-2025. Pourtant, la faim et la malnutrition s'aggravent, alors que l'approvisionnement en produits alimentaires devrait être à son plus haut niveau. En raison du conflit et des déplacements massifs de population, des terres agricoles et des infrastructures ont été laissées à l'abandon ou ravagées, ce qui a considérablement perturbé la production alimentaire au niveau local.

Nous devons prendre des mesures urgentes pour lutter contre la famine au Soudan. Le Conseil de sécurité a un rôle crucial à jouer, comme cela a été réaffirmé dans la résolution 2417 (2018). Le risque de famine et de propagation de celle-ci est présent dans notre conscience collective depuis le mois d'août, et aujourd'hui, il est devenu réalité : non seulement des personnes meurent de faim, mais les systèmes de santé, les moyens de subsistance et les structures sociales s'effondrent, ce qui aura des conséquences irréversibles susceptibles de durer pendant des générations.

Certaines mesures méritent une attention toute particulière et exigent l'appui collectif du Conseil.

Premièrement, nous avons besoin de l'influence politique du Conseil pour mettre fin aux hostilités et porter secours à la population du Soudan. Elle a cruellement besoin de nourriture, d'eau, d'abris, de médicaments et d'une aide agricole urgente et salvatrice, aujourd'hui, pas demain.

Deuxièmement, nous reprenons à notre compte les appels lancés par nos partenaires de l'ONU et d'autres organisations, notamment le Bureau de la coordination des affaires humanitaires, le Programme alimentaire mondial et l'UNICEF, en faveur d'un accès humanitaire immédiat et sans entrave. Il est indispensable de rouvrir en toute sécurité les voies d'approvisionnement commerciales afin de remédier aux pénuries actuelles dans les principaux foyers de famine.

Troisièmement, nous devons fournir une aide humanitaire multisectorielle. S'il est vital d'accroître l'aide en vivres, en eau et en espèces, cela ne suffit pas à répondre à l'ampleur de la crise de la faim. Il est essentiel de garantir la production locale grâce à un appui agricole d'urgence afin de renforcer la résilience et d'éviter de nouvelles catastrophes humanitaires. Lorsque les agriculteurs ont accès à la terre et aux intrants, ils produisent des denrées alimentaires.

L'année dernière, les interventions agricoles de la FAO ont produit des résultats. Plus de 2,7 millions de personnes dans 11 États ont reçu plus de 5 000 tonnes de semences de sorgho et de millet, les semences de gombo étant destinées en priorité aux camps de déplacés. Près de 600 000 ménages agropastoraux ont pu faire vacciner leur bétail et bénéficier d'aliments pour animaux et de services vétérinaires pour protéger leurs bêtes, qui sont une source vitale de nutrition et de revenus, mais des difficultés subsistent. Les risques accrus en matière de sécurité auxquels sont exposés les prestataires de transport entravent l'accès aux communautés vulnérables, et les déficits de financement continuent de survenir au mauvais moment par

rapport au calendrier agricole, ce qui limite notre capacité à agir dans les moments les plus critiques.

Au cours de l'année à venir, nous entendons intensifier notre action pour atteindre plus de 14 millions de personnes – agriculteurs et agricultrices, éleveurs et éleveuses, pêcheurs et pêcheuses – en leur fournissant les semences, les aliments pour le bétail et les articles de pêche dont ils ont besoin pour produire leurs propres aliments nutritifs. Il faut donner la priorité à l'appui agricole d'urgence au Soudan. Les personnes touchées par le conflit, qu'elles se trouvent dans un camp de déplacés ou dans leur communauté d'origine, ne veulent en aucun cas dépendre de l'aide alimentaire. Elles veulent subvenir aux besoins de leur famille et retrouver leur dignité. Et retarder cette aide risque d'aggraver l'insécurité alimentaire. Soyons honnêtes : les ressources allouées aux actions humanitaires traditionnelles s'amenuisent. L'aide à l'agriculture est un moyen efficient et durable de répondre aux besoins immédiats tout en contribuant à la reconstruction. Si nous n'agissons pas maintenant, collectivement et à grande échelle, des millions de vies seront encore plus menacées. Et, comme vous le savez, Monsieur le Président, et comme les membres du Conseil ne le savent que trop bien, il en ira de même de la stabilité de nombreux pays de la région. Je suis reconnaissante de l'occasion qui m'a été donnée de présenter un exposé au Conseil et de réaffirmer le dévouement de la FAO à l'égard du peuple soudanais.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Bechdol de son exposé.

Je donne maintenant la parole aux membres du Conseil qui souhaitent faire une déclaration.

**M. Kariuki** (Royaume-Uni) (*parle en anglais*) : Je remercie M<sup>me</sup> Wosornu et M<sup>me</sup> Bechdol des exposés qu'elles nous ont présentés aujourd'hui. Je salue la participation des représentants du Soudan et de l'Égypte.

Je formulerai trois observations.

Premièrement, le Royaume-Uni se déclare très préoccupé par le dernier rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, qui confirme que la famine se propage rapidement au Soudan. Comme nous l'avons entendu aujourd'hui, les enfants souffrent de malnutrition aiguë. Les maladies évitables se propagent et les services de base s'effondrent. Selon les projections actuelles, plus de 630 000 personnes seront confrontées à la famine d'ici mai. Il est urgent d'agir maintenant, faute de quoi davantage de vies seront perdues. Nous sommes préoccupés par le fait que les autorités soudanaises ont interrompu leur participation au système du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire en réaction à ce rapport. Continuer à nier l'insécurité alimentaire qui se répand au Soudan ne fera qu'exacerber les souffrances. Nous appelons les autorités à coopérer pleinement à l'action humanitaire.

Deuxièmement, nous réaffirmons notre appui à une action internationale audacieuse, notamment de la part de l'ONU, pour faire face à la crise humanitaire. En novembre, le Royaume-Uni a doublé ses engagements en matière d'aide au Soudan et à la région, les portant à près de 140 millions de dollars. Nous appelons la communauté internationale à renforcer son appui à l'ONU et aux intervenants locaux soudanais qui se trouvent en première ligne.

Troisièmement, nous avons conscience que les chiffres dévastateurs publiés par le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire sont imputables au conflit en cours et aux difficultés d'accès à l'aide humanitaire. Les parties belligérantes ont le pouvoir d'empêcher l'aggravation de cette crise d'origine humaine. Nous nous félicitons de l'accord conclu par les Forces armées soudanaises en vue de mettre en place des centres d'approvisionnement humanitaire et de prolonger l'autorisation d'utiliser le point de passage d'Adré, qui doit être maintenue. Cependant, l'accès



humanitaire doit être étendu à tous les civils qui en ont besoin. Cela implique de permettre d'autres voies d'accès, y compris à travers le Soudan du Sud, et l'acheminement de l'aide à travers les lignes de front. Nous préconisons également d'autoriser la création d'autres pôles humanitaires, notamment dans les zones tenues par les Forces d'appui rapide. Nous exhortons les deux parties à lever tous les obstacles bureaucratiques et à mettre en place les garanties de sécurité nécessaires pour les travailleurs humanitaires. En outre, nous condamnons sans réserve le meurtre de trois membres du personnel du Programme alimentaire mondial en décembre et demandons qu'une enquête approfondie soit menée.

Pour terminer, étant donné que le nombre de morts supplémentaires pourrait se chiffrer en millions, la dernière mise en garde du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire doit servir d'appel à l'action pour mettre fin immédiatement à ce conflit et pour accroître l'aide humanitaire. En 2025, le Conseil et la communauté internationale doivent œuvrer de concert pour clore ce chapitre sombre dans l'histoire du Soudan et ouvrir la voie à une paix durable.

**M<sup>me</sup> Persaud** (Guyana) (*parle en anglais*) : Je fais cette déclaration au nom des coordonnateurs informels sur les conflits et la faim, à savoir la Slovénie et mon pays, le Guyana.

Nous remercions la Directrice de la Division des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M<sup>me</sup> Edem Wosornu, et la Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, M<sup>me</sup> Beth Bechdol, de leurs exposés.

Le Guyana et la Slovénie sont vivement préoccupés par le fait que le Comité d'examen des situations de famine a récemment confirmé que cinq régions du Soudan étaient en proie à la famine pour la période allant d'octobre à novembre 2024 et que, selon ses projections, cinq autres régions connaîtront des conditions de famine d'ici mai. Nous sommes découragés par le fait que, après la confirmation de la famine dans le camp de déplacés de Zamzam il y a tout juste six mois et les mises en garde concernant le risque de propagation des conditions correspondant à la phase 5 du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire aux camps de déplacés d'Abou Chok et de Salam, le Comité confirme à présent que la population dans les trois camps de déplacés d'El-Fasher, ainsi que dans les monts Nouba occidentaux, dans les États du Kordofan occidental et méridional, présente des signes crédibles de famine.

La crise de la protection au Soudan est sans précédent. La crise au Soudan est depuis longtemps qualifiée de plus grande crise de déplacement au monde, avec plus de 12 millions de personnes, soit un quart de la population, déplacées depuis le début du conflit en avril 2023. Tandis que le conflit fait rage, et que l'on s'approche à grands pas d'une deuxième année de carnage et de destruction, ce sont les civils qui sont les plus touchés. Le peuple soudanais est confronté à un pilonnage d'artillerie constant, à des bombardements aériens et à des frappes aériennes dans des zones densément peuplées, à des violences sexuelles et à la destruction d'infrastructures essentielles, ce qui a pour conséquence de réduire à néant les services critiques. Le déplacement de communautés agricoles et les attaques aveugles contre des sites de production agricole ont transformé un pays jadis prospère, grenier à blé de la région, en la plus grande crise de la faim au monde, plus de la moitié de la population du pays ayant besoin d'une aide humanitaire et d'une protection. Parmi cette population se trouvent 16 millions d'enfants, dont l'avenir et le bien-être sont désormais gravement menacés.

Cette guerre doit cesser. Il faut faire davantage pour protéger les civils et les biens de caractère civil, en particulier ceux qui sont indispensables à la survie des

civils. Il faut faire davantage pour arrêter le carnage et faire reculer la faim. À cet égard, nous soulignons quatre points.

Premièrement, il faut garantir un cessez-le-feu immédiat et la protection des civils.

Deuxièmement, il faut protéger l'espace humanitaire dans le pays et garantir un accès humanitaire rapide, sûr et sans entrave pour permettre des interventions vitales.

Troisièmement, il faut que toutes les parties respectent le droit international humanitaire et se conforment aux résolutions du Conseil de sécurité, en particulier les résolutions 2417 (2018), 2573 (2021), 2730 (2024) et 2736 (2024).

Quatrièmement, il faut accroître l'appui international à l'aide humanitaire et aux efforts de médiation.

Je voudrais conclure mon intervention en réaffirmant l'attachement de la Slovénie et du Guyana à une paix durable au Soudan, une paix qui permette au peuple soudanais de réaliser pleinement ses aspirations démocratiques et de reconstruire le pays.

**M. Žbogar** (Slovénie) (*parle en anglais*) : Je tiens moi aussi à exprimer ma gratitude aux intervenantes d'aujourd'hui, M<sup>me</sup> Wosornu et M<sup>me</sup> Bechdol, pour leurs exposés très clairs et factuels.

Elles ont dit trois phrases qui, en résumé, sont selon moi tout ce qu'il faut savoir. Premièrement, il s'agit de la pire insécurité alimentaire de l'histoire du pays. Deuxièmement, la situation de famine s'aggrave et s'étend, et les causes en sont les conflits et les déplacements forcés. Je pense que c'est tout ce que nous avons besoin de savoir pour que le Conseil prenne des mesures. Il est donc tout à fait approprié que le Conseil se penche de toute urgence sur la détérioration de la situation au Soudan.

La Slovénie demeure déterminée à prendre des mesures pour lutter contre l'insécurité alimentaire et la famine provoquées par les conflits, aux côtés du Guyana, en tant que coordonnateurs informels sur la question de la faim et des conflits, guidés par la résolution 2417 (2018).

Alors que nous nous réunissons en ce début d'année, période propice à la réflexion et à la volonté renouvelée, nous nous heurtons au contraste saisissant auquel sont confrontées des millions de personnes au Soudan. Pour elles, il n'y a ni renouveau, ni espoir. Leurs vies restent assombries par la faim, les déplacements et le désespoir. La catastrophe humanitaire au Soudan s'accélère ; il s'agit d'une crise d'origine humaine, d'une tragédie que nous avons vue venir et d'une crise contre laquelle les humanitaires nous avaient mis maintes fois en garde. Malgré leurs avertissements, la réponse n'a pas été à la hauteur, et nous sommes aujourd'hui confrontés à l'une des plus grandes crises humanitaires de notre époque. Les exposés d'aujourd'hui ont clairement mis en évidence un point : la guerre au Soudan ne laisse pas seulement des millions de personnes affamées, mais pousse également des centaines de milliers de personnes au bord de la famine. Même pendant la saison des récoltes, où la nourriture devrait être abondante, des millions de personnes meurent de faim. Ce devrait être le moment où nous disons collectivement « cela suffit ». Qu'il me soit permis de formuler quatre observations.

Premièrement, nous prenons note des préoccupations exprimées par les autorités soudanaises concernant les conclusions du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. Bien que le système du Cadre intégré ait ses limites, il reste l'outil le plus solide dont dispose la communauté internationale pour évaluer la sécurité alimentaire en collaboration avec les autorités. Ces chiffres ne sont pas de simples statistiques. Derrière eux se cache la dure réalité d'un enfant affamé, d'une jeune mère incapable de nourrir son nouveau-né et de personnes âgées ou handicapées



privées d'accès aux services essentiels. La famine, la mort et le dénuement ne sont plus seulement des possibilités, mais des réalités au Soudan.

Deuxièmement, si le conflit est manifestement un facteur à l'origine de la faim, le Conseil doit également adopter une position ferme sur les graves restrictions imposées à l'accès. Les obstacles bureaucratiques, les formalités administratives excessives, les frais imposés pour tout passage et pour les livraisons d'aide, les visas retardés ou refusés et l'ingérence dans les ressources humaines continuent d'entraver les efforts d'aide, comme nous l'ont dit les deux intervenantes aujourd'hui. Le Conseil doit exiger des actions concrètes. Les violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme, notamment le refus illégal de l'aide et l'utilisation de la famine comme arme de guerre, doivent cesser immédiatement. Un accès humanitaire sûr, durable et sans entrave doit être garanti. Nous saluons les mesures déjà prises par les autorités soudanaises, mais beaucoup reste à faire. Les points d'entrée entre le Tchad et le Soudan doivent rester ouverts et opérationnels. Un accès transfrontières sûr par le Soudan du Sud doit être considéré comme une priorité. Des itinéraires sûrs à travers les lignes de front vers les zones de conflit, y compris Khartoum, doivent être mis en place. Les opérations aéroportées à El-Fasher, à Nyala et à Kadougli doivent être facilitées, et les convois humanitaires doivent atteindre en toute sécurité les camps critiques au Darfour et au Kordofan. Les aliments thérapeutiques, l'eau et les médicaments vitaux doivent parvenir aux personnes qui en ont besoin, où qu'elles se trouvent.

Troisièmement, tandis que la faim continue de se propager dans tout le Soudan, il devient de plus en plus évident que la souffrance ne cessera que lorsque l'attachement à la paix sera à la hauteur de l'urgence de la crise. L'escalade des affrontements entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide dans de nombreux États et les graves conséquences des attaques incessantes des Forces d'appui rapide contre El-Fasher, Zamzam et d'autres zones montrent combien il est urgent des mettre immédiatement fin aux hostilités. Il n'y a pas de solution militaire, et la diplomatie doit rester le moyen de régler le conflit. Nous appuyons pleinement les efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Soudan, M. Lamamra, ainsi que ceux des acteurs régionaux et internationaux, en faveur d'un Soudan pacifique.

Enfin, quatrièmement, je voudrais rendre hommage aux travailleurs humanitaires qui risquent tout pour venir en aide aux personnes dans le besoin. Leur dévouement et leurs sacrifices incarnent le meilleur de l'humanité. Nous condamnons avec force les récents décès tragiques de membres du personnel du Programme alimentaire mondial dans un bombardement aérien dans l'État du Nil-Bleu. Alors que 2024 a été l'année la plus meurtrière jamais enregistrée pour les travailleurs humanitaires au Soudan, leur sécurité doit être une priorité pour toutes les parties et pour le Conseil. Les humanitaires ne doivent jamais être pris pour cible.

**M. Akram** (Pakistan) (*parle en anglais*) : Je tiens tout d'abord à vous adresser mes félicitations, Monsieur le Président, à l'occasion de l'accession de votre pays à la présidence du Conseil de sécurité pour le mois en cours.

Nous remercions M<sup>me</sup> Wosornu, Directrice des opérations et de la communication du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, et M<sup>me</sup> Bechdol, Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de leurs exposés qui donnent à réfléchir.

Le Soudan est un pays frère, avec lequel le Pakistan entretient des relations très étroites et fraternelles. Le peuple pakistanais est profondément attristé par l'épreuve que traversent actuellement nos frères et sœurs soudanais. En ce qui concerne l'ordre du jour d'aujourd'hui, je voudrais formuler les observations suivantes.

Premièrement, le Pakistan appuie vigoureusement l'unité, la souveraineté et l'intégrité territoriale du Soudan. Tout projet qui porte atteinte à ces principes, qui sont

consacrés par la Charte des Nations Unies, ne permettra pas de trouver une solution durable au conflit et compromettra encore davantage la paix et la sécurité régionales et internationales.

Deuxièmement, nous appelons à un cessez-le-feu immédiat et inconditionnel. Les parties doivent trouver une solution politique durable au conflit par le dialogue. Il ne se résoudra pas sur le champ de bataille. La guerre n'apportera que plus de mort et de destruction au peuple soudanais. Les effusions de sang et les actes de brutalité contre les civils doivent cesser immédiatement. Les violations du droit international humanitaire doivent cesser. Les deux parties doivent mettre en œuvre la Déclaration d'engagement de Djedda en faveur de la protection des civils du Soudan. Nous saluons les efforts déployés par M. Ramtane Lamamra, Envoyé personnel du Secrétaire général, et encourageons toutes les parties à collaborer avec lui de bonne foi. Nous attendons avec intérêt la prochaine série de pourparlers indirects, qui ont été organisés par l'Envoyé personnel.

Troisièmement, de toute évidence, la situation en matière de sécurité alimentaire dans le pays continue de se détériorer d'une manière alarmante. Plus de 24 millions de personnes, soit plus de la moitié de la population, sont confrontées à des niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Nous avons examiné le rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire du 24 décembre 2024. Nous notons que le Gouvernement soudanais a remis en question les données et l'évaluation du Cadre en ce qui concerne la malnutrition, ainsi que sa capacité à collecter des données dans les zones de conflit et dans les zones contrôlées par les Forces d'appui rapide. L'avis des autorités soudanaises doit être pris en compte. Le rapport indique également que le groupe de travail technique du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire ne partage pas les conclusions du Comité d'examen des situations de famine selon lesquelles les conditions de la famine – phase 5 – sont réunies dans cinq régions.

Nous encourageons la communauté internationale à collaborer avec le Gouvernement soudanais pour remédier à la crise humanitaire dans le pays. Nous nous félicitons de la visite du Secrétaire général adjoint Fletcher, de l'accord sur le renforcement de la présence humanitaire dans le pays et de l'arrivée du convoi du Programme alimentaire mondial (PAM) dans le camp de Zamzam, dans le Darfour septentrional, le 22 novembre 2024. Ces évolutions positives doivent se poursuivre. Les autorités soudanaises doivent continuer de faciliter l'acheminement de l'aide aux personnes dans le besoin. Le Pakistan condamne avec la plus grande fermeté le meurtre de trois membres du personnel du PAM au Soudan le 19 décembre 2024.

Nous nous félicitons des mesures prises récemment par les autorités soudanaises pour ouvrir de nouveaux points de passage au niveau des frontières aériennes, maritimes et terrestres en vue de l'acheminement de l'aide humanitaire et pour proroger l'autorisation d'utiliser le point de passage d'Adré, ce qui a permis d'améliorer quelque peu la situation humanitaire. La communauté internationale doit apporter sa contribution pour atténuer la crise humanitaire au Soudan et combler le déficit de financement des appels humanitaires au profit du Soudan, qui est de 36 %. En 2025, le Soudan aura besoin de 4,2 milliards de dollars pour subvenir aux besoins de près de 21 millions de personnes.

Quatrièmement, et c'est le point le plus important, la situation humanitaire au Soudan ne doit pas servir de prétexte à une intervention étrangère dans le pays. La communauté internationale doit s'unir en faveur d'une vision commune pour le retour à la paix et à la normalité au Soudan. L'ingérence étrangère dans le conflit interne au Soudan doit cesser. L'embargo sur les armes concernant le Soudan imposé par le Conseil de sécurité doit être respecté.

Cinquièmement, le Conseil doit faire appliquer ses résolutions, notamment la résolution 2736 (2024), qui exige que les Forces d'appui rapide mettent fin au siège d'El-Fasher et qui appelle à un cessez-le-feu.

Je voudrais faire une dernière observation. Les divisions internes et les interventions extérieures peuvent détruire de grandes nations. Nous exhortons les parties belligérantes au Soudan à ne pas permettre que la souveraineté et l'intégrité territoriale du Soudan soient davantage mises en péril.

**M. Kanu** (Sierra Leone) (*parle en anglais*) : J'ai l'honneur de faire la présente déclaration au nom des trois membres africains du Conseil de sécurité, à savoir l'Algérie, la Somalie et mon pays, la Sierra Leone, et du Guyana.

Nous remercions la présidence d'avoir organisé la séance importante d'aujourd'hui à la demande du Royaume-Uni, du Guyana et de la Slovénie, avec l'appui du Danemark et de la Sierra Leone, afin de se pencher sur les informations très inquiétantes faisant état d'une famine au Soudan, conséquence directe du conflit dans le pays. Nous remercions M<sup>me</sup> Edem Wosornu, Directrice de la Division des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, et M<sup>me</sup> Beth Bechdol, Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, de leurs exposés utiles sur l'aggravation de l'insécurité alimentaire au Soudan. Nous saluons la participation à la présente séance des représentants du Soudan et de l'Égypte.

Le conflit en cours au Soudan fait rage depuis près de 21 mois et a des effets dévastateurs sur la population soudanaise, en particulier sur les femmes et les enfants, qui continuent d'être touchés de manière disproportionnée. Le Conseil a la responsabilité collective de faire tout ce qui est en son pouvoir pour mettre fin aux souffrances déchirantes et indicibles du Soudan. Les trois membres africains du Conseil et le Guyana prennent bonne note du rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, qui contient les conclusions du Comité d'examen des situations de famine concernant le Soudan en décembre 2024. Ce rapport contient des données importantes et confirme qu'il y a une situation de famine dans au moins cinq régions du Soudan et qu'elle devrait se déclarer dans cinq autres régions entre décembre 2024 et mai 2025. Selon le rapport, pendant cette même période, 17 autres régions du Soudan seront également confrontés au risque de famine.

Pour replacer cette situation dans le contexte national, le rapport du Cadre intégré indique également que le Soudan risque de sombrer dans une crise de famine généralisée et de connaître une forte augmentation de cas de malnutrition aiguë qui pourrait faire basculer la moitié de la population dans une crise d'insécurité alimentaire aiguë. À cet égard, nous convenons que la principale cause de cette évolution consternante de la situation au Soudan est le conflit armé brutal, qui a provoqué des déplacements massifs, l'effondrement de l'économie, l'interruption des services sociaux de base, un accès humanitaire limité et des violations flagrantes des droits humains et du droit international humanitaire. Le Conseil de sécurité a adopté des résolutions exigeant que les parties belligérantes au Soudan cessent les hostilités, règlent le conflit par la médiation et facilitent l'acheminement sans entrave de l'aide humanitaire à ceux qui en ont désespérément besoin. Ces demandes sont restées largement lettre morte.

À cet égard, les trois membres africains du Conseil et le Guyana voudraient souligner les trois points suivants.

Premièrement, nous réaffirmons qu'il est urgent que toutes les parties prenantes influentes prennent des mesures sur le plan politique pour parvenir à un cessez-le-feu immédiat et durable au Soudan. La cessation des hostilités est la seule mesure susceptible d'atténuer le risque de propagation de la famine au Soudan et de contenir les niveaux élevés d'insécurité alimentaire aiguë. Nous exprimons donc notre appui

indéfectible au rôle central de médiateur joué par l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. Ramtane Lamamra, en étroite concertation avec l'Union africaine, y compris avec des représentants de toutes les composantes de la société soudanaise, pour trouver une solution politique au conflit qui soit dirigée et négociée par le Soudan. Nous nous félicitons de la dynamique créée par la troisième réunion consultative sur le renforcement de la coordination des initiatives et de l'action de paix au Soudan, qui a été organisée conjointement en décembre 2024 à Nouakchott, à l'initiative de l'Envoyé personnel Lamamra et de S. E. M. Mohamed Ould Cheikh El Ghazouani, Président de la République islamique de Mauritanie, en sa qualité de Président de l'Union africaine. Comme l'ont souligné les participants à cette réunion, il faut instaurer de toute urgence un cessez-le-feu au Soudan pour jeter les bases d'une paix et d'une stabilité durables dans le pays. Nous exhortons les parties belligérantes à respecter pleinement les engagements qu'elles ont pris dans le cadre de la Déclaration de Djedda.

Deuxièmement, les trois membres africains du Conseil et le Guyana estiment qu'une solution durable au conflit soudanais implique également de mettre un terme à l'ingérence étrangère et à l'appui apporté par des acteurs extérieurs aux parties belligérantes. Nous réaffirmons notre appel à une condamnation publique et ferme de l'ingérence étrangère au Soudan. Il importe que toutes les parties prenantes et la communauté internationale appuient activement un plan de paix concerté pour le Soudan.

Troisièmement, nous appelons à nouveau les parties belligérantes à garantir un accès humanitaire immédiat et sans entrave à toutes les zones touchées par le conflit. Si nous nous félicitons des mesures positives prises récemment par le Gouvernement soudanais pour faciliter l'accès humanitaire, nous soulignons la nécessité de maintenir ces mesures dans l'intérêt du peuple soudanais. Nous insistons sur l'impératif de respecter les principes du droit international humanitaire, qui interdit d'utiliser la famine comme arme de prédilection en situation de guerre.

Le siège imposé par les Forces d'appui rapide à la ville d'El-Fasher, au mépris de la décision claire du Conseil, est l'un des principaux facteurs qui contribuent à accroître le risque de famine dans cette région et ailleurs. À cet égard, nous sommes vivement préoccupés par les attaques que les parties belligérantes, en particulier les Forces d'appui rapide, continuent de mener contre les infrastructures et les biens de caractère civil. Nous notons que les organisations humanitaires ne cessent d'intensifier la fourniture de produits alimentaires et nutritionnels vitaux et d'autres appuis essentiels dans les différents camps et communautés du Soudan, afin de faire face à une situation de plus en plus désastreuse. Dans ce contexte, nous demandons aux États Membres et à la communauté internationale d'accroître l'appui financier en faveur du plan de réponse humanitaire pour le Soudan.

Nous saluons le travail précieux accompli par les travailleurs humanitaires dans des circonstances difficiles au Soudan, et adressons nos plus sincères condoléances aux familles et aux collègues des trois travailleurs du Programme alimentaire mondial qui ont été tués.

Pour terminer, les trois membres africains du Conseil et le Guyana sont convaincus que le rétablissement des systèmes de production alimentaire nationaux et l'aide aux moyens de subsistance sont absolument indispensables pour assurer les activités agricoles essentielles et vitales dans le pays. Nous appelons le Gouvernement soudanais et les parties prenantes à faciliter la reprise des activités agricoles et de la production alimentaire dans tout le pays. Pour assurer un approvisionnement alimentaire durable au Soudan, il faudra plus qu'une aide humanitaire, étant donné la nécessité de mettre en place un plan national global pour l'agriculture et les marchés.

Enfin, nous insistons sur l'exigence formulée par le Conseil : les parties belligérantes doivent prendre toutes les mesures nécessaires pour garantir la protection des civils, et parvenir à un accord sur la cessation des hostilités et la recherche d'un règlement pacifique du conflit.

**M. Alfaro de Alba** (Panama) (*parle en espagnol*) : Nous remercions le Royaume-Uni, le Guyana et la Slovénie d'avoir demandé la tenue de cette séance importante sur la protection des civils au Soudan. Nous remercions également de leurs exposés la Directrice de la Division des opérations et de la communication du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, M<sup>me</sup> Edem Wosornu, et la Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, M<sup>me</sup> Beth Bechdol, dont les points de vue nous donnent une vision claire mais alarmante de la situation humanitaire au Soudan.

Le dernier rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire fait état d'une crise démesurée. Aujourd'hui, plus de 24 millions de personnes au Soudan souffrent d'une insécurité alimentaire aiguë, ce qui représente plus de la moitié de la population du pays. En raison de la gravité de l'insécurité alimentaire au Soudan, les experts ont qualifié la situation de crise, d'urgence et de catastrophe, des conclusions inquiétantes qui méritent d'être sérieusement prises en compte.

Selon le rapport, l'absence d'interventions opportunes et appropriées a favorisé l'aggravation de la crise, mettant en péril des millions de vies. La situation est particulièrement critique dans certaines régions, comme le Darfour, où au moins cinq zones sont en proie à des conditions de famine et où les prévisions sont de plus en plus alarmantes. Selon les informations disponibles, la famine n'est pas un phénomène isolé, mais le résultat d'un conflit armé dévastateur, qui a provoqué des déplacements massifs de population, la destruction d'infrastructures civiles, l'effondrement de l'économie et la perturbation des services de base. Les pénuries de nourriture sont exacerbées par la crise climatique, laquelle aggrave une situation déjà critique en provoquant des sécheresses qui entraînent la perte de terres fertiles et réduisent l'accès à l'eau potable.

Les effets sur la vie quotidienne de la population sont indéniables : des millions de personnes sont prises en étau entre le conflit, les déplacements forcés, la crise climatique et les conditions de famine aiguë. Il est également capital de mentionner la situation particulière des femmes dans cette crise, qui sont souvent les principales pourvoyeuses de nourriture et de soins pour leur famille et sont les plus touchées par la violence disproportionnée, du fait du conflit armé.

Selon le Programme alimentaire mondial, le financement actuel est insuffisant pour répondre aux besoins immédiats. Il est à noter qu'au moins 500 millions de dollars supplémentaires seraient nécessaires pour remédier à la situation. On ne peut que s'étonner de l'indifférence disproportionnée dont ce conflit fait l'objet, contrairement à d'autres qui ont bénéficié d'une plus grande attention et de ressources financières plus importantes. À cet égard, il est urgent que la communauté internationale agisse avec détermination pour garantir un accès humanitaire sûr dans toutes les zones touchées, tout en renforçant la présence, la capacité et la coordination des interventions. Le Panama estime qu'une coopération triangulaire doit être établie avec les acteurs locaux et internationaux pour consolider la paix au Soudan, tout en réaffirmant la nécessité pour toutes les parties au conflit de respecter le droit international humanitaire et de protéger les civils et les infrastructures essentielles à la survie de la population.

Le Panama réaffirme son attachement à la sécurité et à l'aide humanitaire au Soudan, et exprime sa solidarité avec le peuple soudanais, soulignant que la famine ne doit pas être utilisée comme un instrument de guerre. La fourniture d'une assistance immédiate doit être la priorité afin d'alléger les souffrances de la population

et d'éviter d'autres morts. Dans le même temps, le Panama reconnaît que la crise au Soudan impose de créer les conditions propices à la désescalade du conflit, à la protection des droits humains et à une reconstruction en profondeur, avec l'appui de la communauté internationale.

**M. Dharmadhikari** (France) : Je tiens tout d'abord à remercier M<sup>me</sup> Edem Wosornu, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires, et M<sup>me</sup> Beth Bechdol, de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, pour leurs présentations.

Je souhaiterais insister sur trois points.

Tout d'abord, la France est préoccupée par l'aggravation de la crise alimentaire au Soudan. Le dernier rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire est sans appel : du fait de la poursuite du conflit, plus de la moitié de la population soudanaise est exposée à une insécurité alimentaire extrême, et aujourd'hui, la famine sévit dans au moins cinq régions du Soudan, notamment dans les camps de déplacés au Darfour septentrional. À nouveau, la poursuite du conflit est responsable de cette situation humanitaire dramatique. La conclusion d'un cessez-le-feu est donc urgente. La communauté internationale est appelée à se mobiliser pour financer le plan de réponse humanitaire 2025 pour le Soudan, publié par l'ONU, et porter assistance à 21 millions de personnes dans le besoin.

Deuxième point, il est impératif que toutes les parties au conflit permettent un accès humanitaire rapide, complet, sûr et sans entrave, à travers les frontières et à travers les lignes de front. Les difficultés d'accès sont la cause première de l'insécurité alimentaire au Soudan. Par ailleurs, la France condamne toutes les attaques menées contre les personnels humanitaires, qui doivent être protégés en vertu du droit international humanitaire, comme rappelé dans la résolution 2730 (2024). Elle exprime toute sa solidarité avec les familles des trois employés du Programme alimentaire mondial tués par un bombardement aérien le 19 décembre dernier, et elle rend hommage à leur travail.

Un sursaut collectif est nécessaire en faveur de la protection des civils au Soudan. Cela incombe en premier lieu aux parties au conflit. Les Forces d'appui rapide et les Forces armées soudanaises doivent respecter leurs engagements contenus dans la Déclaration de Djedda. La France soutient la mise en place d'un mécanisme de surveillance et de vérification afin d'en assurer la mise en œuvre. La France rappelle également les demandes contenues dans la Déclaration de principes adoptée à l'occasion de la Conférence de Paris du 15 avril 2024, qui a notamment permis de mobiliser plus de 2 milliards d'euros d'engagements financiers humanitaires. Nous restons déterminés à agir sans attendre pour mettre en œuvre les recommandations du Secrétaire général dans son rapport du 21 octobre dernier (S/2024/759). Nous regrettons à ce titre le veto de la Fédération de Russie au projet de résolution proposé par le Royaume-Uni et la Sierra Leone le 18 novembre dernier (S/2024/826).

Un cessez-le-feu immédiat est indispensable pour mettre un terme aux souffrances des populations, à l'extension de la famine au Soudan et aux conséquences sur les populations déplacées et réfugiées dans les pays voisins. Seul un processus politique inclusif, impliquant toutes les parties et l'ensemble de la société civile, permettra de trouver une solution politique durable au conflit, dans le respect des aspirations du peuple soudanais et de la souveraineté, de l'unité et de l'intégrité territoriale du Soudan. La France restera mobilisée pour y parvenir et réitère son plein soutien aux efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. Ramtane Lamamra.

**M. Geng Shuang** (Chine) (*parle en chinois*) : Je remercie la Directrice Wosornu et la Directrice générale adjointe Bechdol de leurs exposés. Je salue également la participation des représentants du Soudan et de l'Égypte à la séance d'aujourd'hui.



Le conflit au Soudan dure depuis 20 mois. La communauté internationale ne doit pas et ne peut pas rester les bras croisés alors que les combats se poursuivent, que le nombre de victimes civiles continue d'augmenter, que les déplacements se multiplient et que les pénuries alimentaires, les maladies infectieuses et d'autres problèmes s'aggravent de jour en jour. Je voudrais faire les trois observations suivantes.

Premièrement, l'aide humanitaire doit être revue à la hausse. La Chine se félicite des nombreuses initiatives prises récemment par le Gouvernement soudanais pour faciliter l'accès de l'aide humanitaire en ouvrant des points de passage supplémentaires et en accélérant le processus d'octroi des visas. Récemment, un convoi d'aide humanitaire de l'ONU est arrivé au camp de déplacés de Zamzam, dans le Darfour septentrional, pour la première fois depuis le début du conflit, et des ponts aériens ont été ouverts dans les États du Kordofan méridional et du Nil-Bleu. Ces évolutions positives méritent d'être reconnues et saluées. Nous appelons l'ONU à renforcer la coopération avec le Gouvernement soudanais et les autres parties pour veiller à ce que l'aide parvienne à ceux qui en ont besoin en temps voulu, afin de redonner espoir aux populations soudanaises touchées. La communauté internationale, en particulier les donateurs traditionnels, doit accroître son aide humanitaire au Soudan et aux pays voisins et honorer ses engagements financiers.

Deuxièmement, les questions humanitaires ne doivent pas être politisées. La Chine prend note du fait que le Gouvernement soudanais a exprimé des réserves quant aux conclusions du rapport du Comité d'examen des situations de famine concernant le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. Le Gouvernement a en outre exprimé des préoccupations au sujet de la méthodologie utilisée pour la collecte et l'analyse des données. Par ailleurs, lors de la rédaction du rapport, il y a eu des divergences d'opinion entre le Comité d'examen des situations de famine et le groupe de travail technique spécifique au pays sur les conclusions pertinentes. Les organisations concernées doivent respecter les principes d'humanité, de neutralité, d'impartialité et d'indépendance dans leur travail, afin de garantir que les évaluations et les conclusions reflètent, de manière objective et complète, la situation réelle afin de traiter le problème de manière plus ciblée. Il convient de souligner que les questions humanitaires ne doivent pas servir de prétexte à des ingérences et à des pressions, ni être utilisées à des fins d'opportunisme politique.

Troisièmement, il convient de s'attaquer activement aux causes profondes du problème. Comme l'indique le rapport du Comité, la prolongation du conflit est le principal facteur de pénurie alimentaire. Une fois de plus, cela montre qu'un cessez-le-feu et la fin des combats sont le meilleur moyen d'améliorer la situation humanitaire. La Chine appelle toutes les parties au conflit à mettre en œuvre les dispositions des résolutions pertinentes du Conseil, à promouvoir la désescalade sur le terrain, à régler leurs différends par le dialogue et la consultation, à protéger les civils et les installations civiles, à assurer la sécurité des travailleurs humanitaires et à éviter de dépasser les limites du droit international humanitaire.

L'Envoyé spécial Lamamra a récemment achevé une visite dans la région. L'Envoyé spécial de l'Autorité intergouvernementale pour le développement pour le Soudan prévoit également de se rendre dans le pays. La Chine appelle la communauté internationale, sur la base du plein respect de la souveraineté, de l'indépendance et de l'intégrité territoriale du Soudan, à accélérer les efforts de bons offices, à explorer des approches innovantes et efficaces et à œuvrer de concert pour trouver une solution politique afin d'aider le Soudan à rétablir la paix dans les meilleurs délais.

La Chine a récemment livré sa dernière cargaison d'aide alimentaire au Soudan. Nous pensons que cela contribuera à améliorer de la situation humanitaire dans le pays. Nous continuerons d'apporter notre appui dans la mesure de nos moyens, et nous sommes prêts à travailler avec la communauté internationale et à jouer un rôle constructif en vue du rétablissement rapide de la paix et de la stabilité au Soudan.

**M<sup>me</sup> Lassen** (Danemark) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord remercier le Royaume-Uni, la Slovénie et le Guyana d'avoir demandé la tenue de cette séance d'urgence, une demande qui a été soutenue par le Danemark et la Sierra Leone. Je souhaite également remercier les intervenantes, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture. Leurs messages et leurs recommandations quant aux mesures qu'il faut prendre sont exactement ce que le Conseil a besoin d'entendre et, surtout, de prendre en compte. Je voudrais également saluer la participation des représentants de l'Égypte et du Soudan à cette séance.

La dernière fois que le Danemark a siégé au Conseil, il y a une vingtaine d'années, la population du Darfour était confrontée à des niveaux de violence effroyables. Il est donc profondément triste et accablant de constater que nous sommes à nouveau confrontés à une guerre brutale au Soudan, une guerre qui a des conséquences dévastatrices pour des millions de civils, notamment à cause d'actes généralisés de violence sexuelle contre des femmes et des jeunes filles.

Le Danemark est profondément préoccupé par les conclusions du dernier rapport du Comité d'examen des situations de famine, portant sur le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire. Il faut toutefois être clair, ces conclusions ne font pas état d'un manque total de nourriture au Soudan. Elles indiquent plutôt une cause beaucoup plus sinistre, à savoir les répercussions mortelles des déplacements forcés et de la faim provoquée par les conflits, une catastrophe entièrement causée par l'homme, entièrement évitable et entièrement réversible. L'ONU et les organisations humanitaires présentes sur le terrain ont tiré la sonnette d'alarme à plusieurs reprises. Malheureusement, comme nous l'avons entendu aujourd'hui, nous sommes maintenant confrontés à une situation dans laquelle la famine s'est étendue à au moins cinq régions du Soudan. D'après les prévisions, cette catastrophe ne fera que s'aggraver si des mesures urgentes ne sont pas prises.

La position du Danemark est claire. Dans ce monde d'abondance, la famine n'a tout simplement pas sa place. Nous condamnons fermement la famine en tant que méthode de guerre et nous exhortons les parties belligérantes à se conformer à la résolution 2417 (2018). Qu'il me soit permis de faire trois observations.

Premièrement, toutes les parties doivent s'acquitter des obligations que leur impose le droit international humanitaire et faciliter un accès humanitaire complet, rapide, sûr et sans entrave. J'entends par là un accès vers et dans tout le Soudan. Le Danemark prend note des efforts déployés par les autorités soudanaises pour ouvrir des points de passage aériens, maritimes et terrestres dans certains endroits. Cependant, il faut faire bien davantage. Si nous voulons enrayer la propagation de l'insécurité alimentaire aiguë et de la faim au Soudan, les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide doivent permettre le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire, conformément aux principes humanitaires. Les obstacles bureaucratiques arbitraires imposés à l'ONU et à certains partenaires humanitaires sont inacceptables et peuvent constituer un refus de facto de l'accès humanitaire. Les travailleurs humanitaires doivent être en mesure d'intensifier rapidement leur action pour atteindre les personnes dans le besoin sans que leurs efforts ne soient politisés ou instrumentalisés. Il en va de même pour l'accès aux réseaux de télécommunications.

Deuxièmement, comme cela a été dit à maintes reprises ici aujourd'hui, une solution politique et négociée est la seule solution viable. Il est essentiel de mettre fin à la guerre pour mettre fin à la famine. Le Danemark reprend à son compte l'appel lancé à plusieurs reprises en faveur d'un cessez-le-feu national immédiat et exhorte les parties à honorer leurs engagements, tels qu'ils sont décrits dans la Déclaration de Djedda. Nous saluons l'engagement de l'Envoyé personnel Lamamra, ainsi que d'autres partenaires internationaux et régionaux. Toutefois, nous ne pouvons accepter le statu quo. Le temps presse. Il est urgent de redoubler d'efforts.

Enfin, troisièmement, il est primordial d'augmenter immédiatement l'aide financière et humanitaire pour les innombrables civils, hommes, femmes et enfants, pris au piège de ce conflit insidieux. Des millions de personnes ont besoin d'une aide alimentaire humanitaire immédiate, ainsi que d'un appui agricole d'urgence, afin de lutter contre la famine aujourd'hui et de semer les graines qui permettront d'éviter la faim demain. Dans les régions où les difficultés d'accès sont les plus importantes, les intervenants locaux, y compris les équipes d'intervention d'urgence, constituent une bouée de sauvetage. Le Danemark salue les efforts déployés par les organisations locales et les acteurs humanitaires qui opèrent dans un contexte de violence intolérable. Dans le même temps, nous condamnons fermement les attaques et les violences contre le personnel humanitaire, y compris le meurtre de trois employés du Programme alimentaire mondial, au Darfour, fin décembre. Le Danemark est très favorable à un appui financier souple et renforcé aux efforts humanitaires, y compris aux organisations locales. Et nous sommes prêts à poursuivre nos contributions en 2025 et au-delà.

Pour terminer, nous nous rapprochons de plus en plus du deuxième anniversaire tragique de cette guerre brutale. Nous ne pouvons pas rester les bras croisés alors que des civils meurent de faim sous nos yeux. Le Conseil a la responsabilité d'agir. Les acteurs qui ont de l'influence sur les parties ont la responsabilité d'agir. Cela signifie qu'il faut mettre en œuvre ce dont nous avons convenu, y compris la résolution 2736 (2024). Cela signifie qu'il faut s'abstenir de toute ingérence extérieure déstabilisante. Et cela signifie qu'il faut mettre à profit notre volonté politique collective de mettre un terme aux souffrances et de donner une chance à la paix au Soudan. Alors que le Danemark entame son mandat au Conseil, la communauté internationale peut compter sur son engagement inébranlable en faveur de cet objectif.

**M<sup>me</sup> Thomas-Greenfield** (États-Unis d'Amérique) (*parle en anglais*) : Je voudrais tout d'abord féliciter l'Algérie de son accession à la présidence du Conseil de sécurité. Je voudrais également remercier le Royaume-Uni, le Guyana et la Slovénie d'avoir demandé la tenue de cette séance d'urgence. Je tiens par ailleurs à saisir l'occasion de féliciter mon équipe, l'équipe des États-Unis d'Amérique, qui nous a permis de mener à bien notre présidence en décembre. Je souhaite la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil et nous nous réjouissons à la perspective de collaborer avec eux. Je remercie M<sup>me</sup> Wosornu et M<sup>me</sup> Bechdol de leurs exposés. Je salue la participation des représentants de l'Égypte et du Soudan à la présente séance.

Le rapport du 24 décembre 2024 du Comité d'examen des situations de famine du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire est très alarmant, même choquant, comme l'a déclaré M<sup>me</sup> Wosornu. Le Secrétaire d'État Blinken a réaffirmé, lors de sa visite le mois dernier, que

« Le monde ne peut et ne doit pas détourner le regard de la catastrophe humanitaire qui se déroule sous nos yeux au Soudan ». (*S/PV.9822, p. 8*).

Ce rapport ne fait que confirmer ce que nous savons déjà : le Soudan traverse l'une des plus graves crises humaines non seulement de l'époque actuelle, mais de notre vivant. Nous pouvons ergoter sur le nom que nous lui donnons, mais aucun d'entre nous ne peut ergoter sur le fait que des personnes souffrent au Soudan.

Au moins cinq régions sont actuellement en situation de famine et elle devrait se répandre à cinq autres régions dans les mois à venir. Au moins 17 autres régions sont menacées de famine au cours de la même période. Plus d'un demi-million de personnes, dont des enfants, luttent pour survivre. Douze millions de personnes ont fui leurs foyers en raison des combats entre les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide. Aujourd'hui, après 20 mois d'une guerre civile brutale, plus de la moitié de la population soudanaise se trouve en situation d'insécurité alimentaire aiguë.

La décision prise par les autorités soudanaises de suspendre leur collaboration avec le système du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et d'entraver les efforts internationaux visant à fournir une aide humanitaire et à prévenir la famine est tout simplement inacceptable. Nous demandons instamment au Conseil souverain de transition de renouer immédiatement le dialogue avec le Cadre intégré et de prendre des mesures concrètes pour remédier à l'insécurité alimentaire généralisée. Le refus de coopérer ne fera que perturber les efforts des donateurs et nuira davantage à la crédibilité du Soudan en ce qui concerne le respect des obligations humanitaires qui lui incombent en vertu du droit international.

En outre, les deux factions militaires doivent faciliter la création de pôles humanitaires pour soutenir l'acheminement de l'aide et mettre fin à tout détournement ou vol de celle-ci. Les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide n'ont pas respecté les engagements qu'elles avaient pris dans le cadre de la Déclaration de Djedda de 2023, à savoir permettre et faciliter le passage rapide et sans entrave de l'aide humanitaire et protéger les travailleurs humanitaires.

Le 20 décembre 2024, une attaque aérienne contre un complexe du Programme alimentaire mondial dans l'État du Nil-Bleu a tué trois travailleurs humanitaires. Nous devons tout faire pour protéger les travailleurs humanitaires, éliminer les obstacles qui émaillent les couloirs humanitaires vers le Soudan et dans tout le pays, et atténuer les dangers auxquels les travailleurs humanitaires sont confrontés lorsqu'ils apportent des secours.

Nous prenons note également avec une vive inquiétude des informations faisant état de la poursuite de violences ethniques, d'attaques aveugles contre des infrastructures civiles, d'attaques contre des espaces protégés tels que les camps de personnes déplacées, et de violences sexuelles généralisées liées au conflit. Chacun des membres présents ici aujourd'hui a vu les preuves confirmant que les Forces armées soudanaises et les Forces d'appui rapide ont commis des crimes de guerre. Chacun des membres présents ici aujourd'hui a vu des preuves confirmant que les Forces d'appui rapide ont commis des crimes contre l'humanité et se sont livrées à un nettoyage ethnique. C'est pourquoi le Conseil s'est réuni il y a tout juste deux mois (voir S/PV.9786) pour débattre d'un projet de résolution appelant à un cessez-le-feu à l'échelle du pays, à une protection accrue des civils et à un acheminement sans entrave de l'aide. Quatorze membres du Conseil ont approuvé le texte rédigé par la Sierra Leone et le Royaume-Uni. Et pourtant, la Russie a choisi l'obstruction, votant seule pour mettre en danger des civils, alors qu'elle apporte des financements aux deux parties au conflit – oui, j'ai bien dit les deux parties.

Néanmoins, nous continuerons de travailler sans relâche pour prévenir les abus et amener les responsables à répondre de leurs actes. Nous exhortons tous les membres du Conseil à faire de même : donner la priorité à la vie des civils plutôt qu'à leurs objectifs de politique intérieure. Pour leur part, les États-Unis ont imposé des sanctions en réponse aux atrocités et aux achats d'armes. Et nous sommes prêts à prendre d'autres mesures rapidement.

Nous renouvelons notre appel à l'action collective, en demandant à nos partenaires de se joindre à nous pour imposer des sanctions aux personnes et aux organisations dont les actions aggravent ce conflit. Nous lançons également un nouvel appel à la communauté internationale pour qu'elle aide les réfugiés du Soudan.

Nous souhaitons exprimer notre profonde gratitude aux pays qui accueillent déjà environ 3,2 millions de Soudanais, lesquels attendent avec espoir de pouvoir rentrer chez eux dans la sécurité et la dignité.

Nous appelons surtout tous les acteurs à mettre fin aux atrocités en cours, à cesser les combats et à permettre un accès humanitaire immédiat, inconditionnel

et sans entrave, afin que des dizaines de millions de personnes puissent obtenir la nourriture, l'eau, les abris et les médicaments dont elles ont si désespérément besoin.

Il s'agit, selon toute vraisemblance, de ma dernière séance du Conseil en tant qu'Ambassadrice des États-Unis auprès de l'Organisation des Nations Unies. Il est opportun qu'elle porte sur une crise que je m'efforce d'atténuer depuis plusieurs années, dans une région dont je tente depuis le début de ma carrière d'améliorer la situation. C'est opportun, oui, mais aussi déchirant. J'aimerais partir avec le sentiment d'avoir bouclé au moins un de ces dossiers, avec la certitude que le peuple soudanais connaîtra des jours meilleurs. J'aimerais pouvoir dire aux réfugiés soudanais que j'ai rencontrés il y a quelques mois au Tchad, et aux réfugiés soudanais que j'ai rencontrés il y a quelques années dans le même camp au Tchad, que tout ira bien, que l'aide est en route. Et pourtant, malgré la réalité dévastatrice à laquelle ils sont confrontés et bien que je sois déçue de ne pas avoir pu faire plus, que nous – nous tous et toutes – n'ayons pas fait plus, je garde espoir. Je garde l'espoir que les représentantes et représentants assis autour de cette table, les collègues qui sont devenus des amies et amis, continueront de s'acquitter de cette mission sacrée, de cette responsabilité ultime.

**M. Polyanskiy** (Fédération de Russie) (*parle en russe*) : Nous remercions M<sup>me</sup> Edem Wosornu, Directrice des opérations et de la communication du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, et M<sup>me</sup> Beth Bechdol, Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), de leurs exposés. Nous saluons la participation des Représentants permanents du Soudan et de l'Égypte auprès de l'Organisation des Nations Unies.

Nous sommes contraints de reconnaître avec regret que la situation humanitaire au Soudan reste difficile. Près des trois quarts des installations médicales ne sont pas opérationnelles, il n'y a pas assez de médicaments et les deux tiers de la population n'ont pas accès aux soins médicaux. La propagation de maladies dangereuses a été observée. Le plan de réponse humanitaire 2024 n'a toujours pas été mis en œuvre, ce qui constitue un défi de taille.

Nous avons lu attentivement le rapport du Comité d'examen des situations de famine sur le Soudan, qui couvre la période d'octobre 2024 à aujourd'hui, et fournit des prévisions jusqu'en mai 2025. Selon ce rapport, jusqu'à 637 000 Soudanais et Soudanaises pourraient être confrontés à la menace d'une famine imminente dans un avenir très proche. Dans le même temps, il relève aussi certaines tendances positives. Au cours de la dernière période considérée, le nombre de personnes souffrant de malnutrition dans l'ensemble du pays a diminué de 1 million. Soulignons d'emblée que le Soudan ne connaît pas et ne peut pas connaître de famine grave. Comme le soulignent les auteurs de la publication, nous ne parlons que du risque de voir une telle situation émerger dans cinq petites zones du pays, dont quatre sont des camps de réfugiés. Le Soudan possède entre 7,5 et 8,5 millions d'hectares de terres fertiles, dont la plupart sont irriguées. À cet égard, il devance largement la quasi-totalité des pays arabes et de nombreux pays africains. Selon les estimations du Ministère soudanais de l'agriculture, le pays pourrait récolter jusqu'à 6 ou 7 millions de tonnes de céréales pour l'année en cours, principalement du maïs et du sorgho, avec une demande annuelle moyenne comprise entre 4 et 4,5 millions de tonnes. En ce qui concerne les autres grandes cultures, y compris le blé, le Soudan peut facilement satisfaire ses besoins grâce aux importations. Toutes ces données sont à la disposition du Programme alimentaire mondial et de la FAO, qui travaillent dans le pays.

Dans ce contexte, les conclusions du rapport semblent pour le moins étranges.

Premièrement, les données qu'il fournit sont de nature purement spéculatives. Je rappelle au Conseil que dans des rapports similaires publiés précédemment, le Comité



prédissait déjà une famine imminente au Soudan pour septembre-octobre 2024. Comme on peut le constater, ces prévisions alarmistes ne se sont pas concrétisées.

Deuxièmement, le rapport a été élaboré à distance, sans que des informations aient été recueillies « sur le terrain ». Je rappelle au Conseil qu'en 2022, les représentants du Comité d'examen des situations de famine ont eu des contacts réguliers avec les ministères et organismes soudanais compétents, recueillant méticuleusement des informations sur la sécurité alimentaire et s'entretenant avec le Gouvernement du pays, qui a fourni au Comité toutes les informations nécessaires. Cependant, aucune visite de ce type n'a eu lieu en 2024.

Nous avons également noté que les évaluations du Comité ne concordaient pas tout à fait avec l'analyse menée par l'équipe de pays, le groupe de travail technique du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire au Soudan, qui, contrairement au Comité d'examen des situations de famine, travaille « sur le terrain » et comprend des représentants de l'ONU et de diverses organisations non gouvernementales, ainsi que d'organes gouvernementaux. Cela est clairement indiqué dans le rapport, mais malheureusement, aucune explication supplémentaire n'est fournie à ce sujet. Il serait intéressant d'identifier les points sur lesquels divergent les évaluations de la situation de famine au Soudan.

Il est surprenant que, alors que l'équipe de pays du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire a continué de s'entretenir avec les autorités soudanaises sur le contenu du rapport jusqu'au 24 décembre 2024, avant même que ce travail ne soit achevé, le rapport du Comité d'examen des situations de famine a été diffusé dans les médias occidentaux dès le 23 décembre. Apparemment, les membres du Comité souhaitaient promouvoir des spéculations non corroborées sur la question de la famine avant de prendre congé pour les fêtes de fin d'année. Cela ne peut que susciter des soupçons quant à une éventuelle manipulation de ce document. En d'autres termes, ses auteurs n'ont pas jugé nécessaire de se concerter comme il se doit avec les autorités soudanaises afin de confirmer les informations sur la base de sources, comme cela avait été le cas les années précédentes, préférant ainsi créer un emballement médiatique.

Nous constatons également que les publications de l'équipe de pays du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et du Comité d'examen des situations de famine s'appuient sur des données démographiques obsolètes, qui leur ont été communiquées en 2022. Elles ne tiennent pas compte du nombre important de réfugiés et de déplacés, ni de l'exode des résidents vers d'autres pays. En outre, le dernier rapport prétend avoir analysé la situation de famine dans 15 des 18 États du Soudan, dont le Darfour et le Kordofan, auxquels les experts n'ont qu'un accès limité, voire inexistant, en raison des combats en cours. Comment les auteurs ont-ils donc tiré leurs conclusions et pourquoi les États mentionnés dans le rapport ont-ils été colorés en rouge foncé dans la publication ?

Lorsque l'on examine le rapport du Comité, on a le sentiment que le problème de la faim au Soudan est politisé et instrumentalisé pour faire pression sur le Gouvernement. Certains membres du Conseil s'empressent de reprendre ces spéculations et de les soumettre à discussion. On a l'impression que quelqu'un souhaite désespérément que la famine finisse par s'installer au Soudan. De plus, un point important est passé sous silence : l'obstruction délibérée des activités agricoles et de la distribution de nourriture par les insurgés dans les zones qu'ils contrôlent, ainsi que le fait qu'ils épuisent les stocks de nourriture.

Tout ce que j'ai mentionné ne contribue certainement pas à régler les problèmes inhérents à la situation humanitaire désastreuse au Soudan ni ceux posés par les réfugiés soudanais dans les pays voisins, et cela ne dispense pas non plus de prendre des mesures pour remédier à la situation. Comme nous l'avons souligné à maintes



reprises, pour améliorer la sécurité alimentaire au Soudan, nous devons assurer une distribution équitable des denrées alimentaires et régler le problème des Soudanais ordinaires qui n'ont pas les ressources financières nécessaires pour acheter ces denrées. Nous pensons qu'au lieu d'instrumentaliser la question de la faim et de l'accès humanitaire, la priorité doit être donnée au développement de l'agriculture, à l'accès des agriculteurs aux marchés et à la distribution de bons alimentaires parmi la population. Nous savons que plusieurs organismes spécialisés des Nations Unies mènent ce type d'activités, et nous sommes très favorables à l'extension de ces programmes.

Les efforts déployés par Port-Soudan pour améliorer la sécurité alimentaire doivent s'appuyer sur l'aide humanitaire fournie par les organismes des Nations Unies et leurs partenaires, ainsi que par tous les pays amis du Soudan. Il est important que cette aide passe exclusivement par le Gouvernement central et qu'elle ne soit pas utilisée pour promouvoir des programmes destructeurs dans le pays sous couvert de considérations humanitaires. À maintes reprises, Port-Soudan a fait preuve de souplesse pour régler divers problèmes, prenant les devants en ouvrant l'accès à l'aide via plusieurs points de passage frontaliers et en veillant à élargir les centres d'acheminement de l'aide humanitaire à l'intérieur du Soudan. Nous appelons chacun et chacune à ne pas exacerber les tensions en exigeant du Gouvernement qu'il lève toutes les restrictions bureaucratiques, y compris par la délivrance de visas et de permis de voyage. Ces questions relèvent de la prérogative souveraine du Soudan. Dès lors, exiger du Soudan qu'il règle automatiquement ces questions revient à remettre en cause sa souveraineté. De plus, le fait de refuser des visas à une dizaine de travailleurs sur plusieurs milliers est loin d'être un facteur décisif. Quant aux restrictions de circulation imposées par le Gouvernement, elles visent en grande partie à renforcer la sécurité des travailleurs humanitaires eux-mêmes, qui continuent malheureusement d'être exposés à des risques au Soudan.

Pour sa part, la Fédération de Russie continue de contribuer à l'aide humanitaire au Soudan. Le 30 décembre 2024, un nouveau lot d'aide alimentaire russe, d'un volume de 70 tonnes, a été livré à Port-Soudan.

Dans un sens plus large, le règlement des problèmes humanitaires et relatifs à l'alimentation du Soudan est inextricablement lié à la nécessité d'une cessation rapide des hostilités et d'un règlement politique. Une fois la phase aiguë du conflit terminée, il importera de prendre des mesures pratiques pour reprendre un dialogue intersoudanais aussi large que possible. Cela dit, nous considérons comme inacceptable toute ingérence extérieure destructrice dans les affaires du Soudan, qui est un pays ami.

En ce qui concerne la déception exprimée aujourd'hui par un certain nombre de pays occidentaux concernant le projet de résolution (S/2024/826) que nous avons bloqué le 18 novembre 2024 (voir S/PV.9786), nous tenons à souligner que nous continuerons à empêcher le Conseil de prendre des décisions déséquilibrées qui porteraient atteinte à la souveraineté et à l'intégrité territoriale du Soudan au profit de promoteurs extérieurs de l'instabilité dans le pays. Nous sommes convaincus que le peuple soudanais peut et doit régler ses problèmes internes de manière indépendante.

**M. Hwang** (République de Corée) (*parle en anglais*) : Nous remercions la Directrice des opérations et de la communication du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, M<sup>me</sup> Wosornu, et la Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture, M<sup>me</sup> Bechdol, de leurs exposés détaillés qui donnent à réfléchir. Nous remercions également le Royaume-Uni, la Slovénie et le Guyana d'avoir pris l'initiative de demander la tenue de la présente séance. Nous saluons la participation des représentants du Soudan et de l'Égypte à la présente séance.

À la fin de l'année 2024, au lieu de porter un regard plein d'espoir sur la nouvelle année, nous avons été informés de la constatation déchirante selon laquelle la famine sévissait dans au moins cinq régions du Soudan, et nous avons également appris que des membres du personnel du Programme alimentaire mondial (PAM) avaient été attaqués. Nous présentons nos condoléances les plus sincères aux familles des employés du PAM tués dans cette attaque illégale.

Malheureusement, il ne s'agit là que de quelques aspects d'une catastrophe humanitaire plus large qui se déroule dans ce pays déchiré par la guerre. Face à une catastrophe humanitaire aussi grave, nous devons tous prendre la résolution pour la nouvelle année de faire tout ce qui est en notre pouvoir pour mettre fin au conflit le plus rapidement possible. À cette fin, je voudrais souligner trois points.

Premièrement, comme le Comité d'examen des situations de famine l'a noté dans son rapport, la cause profonde de la famine est le conflit armé en cours. Par conséquent, la fin immédiate du conflit est la solution la plus directe et la plus efficace à la famine. Les parties au conflit doivent abandonner une fois pour toutes l'illusion qu'une solution militaire est encore possible. Compte tenu des grandes souffrances que le peuple soudanais a déjà endurées, tous les dirigeants responsables du Soudan doivent immédiatement entamer des pourparlers sérieux afin de discuter d'un cessez-le-feu et d'un processus politique. Nous demandons instamment aux parties au conflit de traduire en actes l'engagement qu'elles ont pris dans la Déclaration d'engagement de Djedda en faveur de la protection des civils du Soudan. Nous appuyons les efforts diplomatiques visant à progresser dans cette direction, notamment la récente visite de l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Soudan, M. Lamamra, à Port-Soudan et dans les pays voisins, ainsi que d'autres initiatives de médiation menées par des acteurs régionaux.

Deuxièmement, tous les acteurs régionaux et internationaux doivent immédiatement mettre fin à leurs activités qui alimentent le conflit au Soudan. La poursuite de l'aide militaire par des acteurs extérieurs ne fera qu'aggraver le conflit et déstabiliser davantage la région. La livraison d'armes au Darfour constitue une violation flagrante de l'embargo sur les armes décrété par les résolutions pertinentes du Conseil de sécurité. Tous les acteurs extérieurs doivent prendre conscience que les avantages pour la stabilité régionale qu'apporterait la fin du conflit au Soudan l'emportent largement sur tout gain transactionnel à court terme lié à l'exploitation du chaos actuel.

Troisièmement, pour répondre à la crise humanitaire, il faut tout d'abord poser le bon diagnostic et reconnaître la situation pour ce qu'elle est. Nous sommes préoccupés par le fait que les autorités soudanaises ont rejeté les conclusions du Comité d'examen des situations de famine, composé d'organismes des Nations Unies et d'organisations non gouvernementales internationales, sur l'existence de la famine. Nous ne sommes pas convaincus par l'affirmation des autorités soudanaises selon laquelle le rapport sur l'existence de la famine politise la situation humanitaire. Il est difficile, en particulier, de comprendre la logique qui consiste à demander à la communauté internationale d'augmenter massivement son aide humanitaire au Soudan, tout en niant l'existence de la famine. À cet égard, nous demandons instamment aux autorités soudanaises de respecter les conclusions du Comité d'examen des situations de famine et d'aider le Comité à collecter les données pertinentes dans les régions au-delà des cinq zones de famine susmentionnées, en particulier autour de Khartoum et de l'État de Gazira, afin d'évaluer toute l'ampleur de la situation actuelle.

Pour terminer, le conflit au Soudan s'aggrave depuis près de deux ans. En cette nouvelle année, nous espérons que les efforts déployés sous l'égide de l'ONU et la réorientation des priorités des acteurs régionaux et internationaux marqueront un tournant dans le conflit au Soudan. Avant même qu'un cessez-le-feu ne puisse être

obtenu, il est urgent de garantir la protection des civils, ce qui appelle une action résolue de la part du Conseil. À cet égard, nous espérons que le projet de résolution du Conseil de sécurité sur la protection des civils au Soudan (S/2024/826), auquel un membre permanent a opposé son veto en novembre 2024 (voir S/PV.9786), pourra être adopté avec des mesures actualisées qui tiennent compte de l'évolution de la situation sur le terrain.

**M. Sekeris** (Grèce) (*parle en anglais*) : Je voudrais à mon tour remercier de leurs exposés détaillés mais qui n'incitent guère à l'optimisme les intervenantes, à savoir M<sup>me</sup> Wosornu, Directrice des opérations et de la communication du Bureau des Nations Unies pour la coordination des affaires humanitaires, et M<sup>me</sup> Bechdol, Directrice générale adjointe de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture.

Le Soudan est confronté à une situation humanitaire désastreuse et à une crise de la famine. La Grèce partage pleinement les préoccupations du Secrétaire général concernant la détérioration rapide de la situation en matière de sécurité alimentaire dans le pays, comme il l'a souligné dans sa déclaration du 24 décembre 2024. Les conclusions du rapport du Comité d'examen des situations de famine du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire révèlent une réalité catastrophique : des conditions de famine sont présentes dans cinq régions du pays. Plus de la moitié de la population soudanaise est en situation d'insécurité alimentaire aiguë. Ces chiffres soulignent la gravité de la crise et la nécessité urgente de prendre immédiatement des mesures pour faire face à l'aggravation de la situation de crise alimentaire.

Le lien entre les conflits et la faim est évident au Soudan, et la communauté internationale doit se mobiliser de toute urgence pour faire face à cette catastrophe d'origine humaine. La Grèce exhorte toutes les parties impliquées dans le conflit à se concentrer sur les trois priorités essentielles suivantes.

Premièrement, il faut garantir un accès sans restriction à l'aide humanitaire. Nous souscrivons aux appels à la levée immédiate des obstacles administratifs et de sécurité qui entravent les opérations humanitaires. Un accès sûr et durable aux zones touchées par la famine doit être garanti. La résolution 2417 (2018) condamne expressément l'utilisation de la famine comme méthode de guerre et souligne l'obligation de respecter le droit international humanitaire. La Grèce appelle à un suivi régulier de l'insécurité alimentaire et renouvelle son engagement à appuyer toute initiative future, comme nous l'avons fait en avril 2024 à la Conférence humanitaire internationale pour le Soudan et les pays voisins, qui a eu lieu à Paris.

Deuxièmement, l'aide humanitaire doit être élargie. L'augmentation immédiate de l'aide alimentaire et des services médicaux et l'intensification des efforts de protection pour les plus vulnérables sont indispensables pour appuyer les populations déplacées, les communautés d'accueil et les zones les plus touchées par le conflit. C'est particulièrement vrai en ce qui concerne les répercussions de la situation sur les femmes et les filles, qui se trouvent démesurément exposées à la violence, aux déplacements et à un accès limité aux services essentiels. Ces difficultés exigent des interventions ciblées pour garantir leur sécurité et leur bien-être. Je voudrais souligner ici que selon l'UNICEF, les graves conséquences de la crise sont particulièrement évidentes en ce qui concerne le sort des enfants soudanais. Leur protection doit rester au premier plan de nos efforts.

Troisièmement, il faut une cessation des hostilités et une solution politique. La crise humanitaire qui sévit actuellement au Soudan risque de s'aggraver encore et menace la stabilité régionale déjà fragile, avec des conséquences aussi lourdes qu'imprévisibles pour les États voisins et au-delà. La cessation des hostilités est primordiale pour atténuer la crise humanitaire et stabiliser le Soudan. La Grèce appuie tous les efforts en faveur du dialogue et de la médiation qui sont fédérateurs

et inclusifs et, à cet égard, elle salue l'action menée par l'Envoyé personnel du Secrétaire général pour le Soudan, M. Ramtane Lamamra. Nous réaffirmons également notre attachement à la souveraineté, à l'unité, à l'indépendance et à l'intégrité territoriale du Soudan.

Avant de conclure mon intervention, je voudrais exprimer l'appui de la Grèce au peuple soudanais et sa solidarité avec lui. Aujourd'hui, plus que jamais, il a besoin de notre engagement collectif à atténuer ses souffrances, et nos efforts doivent viser à construire un avenir d'espérance pour le Soudan et son peuple. Nous sommes prêts à continuer de participer aux efforts du Conseil à cet égard.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant du Soudan.

**M. Mohamed** (Soudan) (*parle en arabe*) : Je vous félicite, Monsieur le Président, de l'accession de votre pays à la présidence pour ce mois et je rends hommage au soutien que vous nous avez apporté à titre national et dans le cadre de votre participation au groupe des trois membres africains du Conseil de sécurité. Nous apprécions le soutien apporté au Soudan au sein du Conseil. Je souhaite également la bienvenue aux nouveaux membres du Conseil : le Danemark, la Grèce, le Pakistan, le Panama et la Somalie. Nous attendons avec intérêt de travailler avec eux sur les questions qui concernent le Soudan. Je remercie l'Ambassadeur d'Égypte de sa présence et du soutien qu'il apporte au Soudan par sa position, témoignant de l'appui de son pays à la réconciliation et à la médiation au Soudan. Je remercie également le Mozambique, dont le mandat au Conseil s'est achevé, de l'appui qu'il a apporté au Soudan dans le cadre du groupe des trois membres africains du Conseil de sécurité. Je souhaite également exprimer ma reconnaissance à M<sup>me</sup> Linda Thomas-Greenfield du soutien qu'elle a apporté au Soudan au cours des deux dernières années et de la préoccupation particulière dont elle a fait preuve à l'égard des réfugiés soudanais au Tchad. Nous voudrions également lui dire qu'elle manquera au Soudan.

Caractériser une situation de famine, en tant que récit, participe d'une classification politisée et n'est rien d'autre qu'une calomnie. Cela me rappelle une déclaration de krach boursier dans le monde de l'investissement, et c'est tout aussi malheureux. Il est donc paradoxal de dire que le Soudan souffre de la faim. La vérité est qu'il souffre d'une famine artificielle. Soixante-cinq pour cent de la population est engagée dans une activité agricole, le secteur agricole représentant plus de 16 % du produit intérieur brut. La superficie des terres agricoles du pays est d'environ 26 millions d'hectares.

Notre objection au rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire ne relève pas d'un débat académique ou sémantique, mais plutôt d'un désaccord sur les statistiques et la fiabilité des données sur lesquelles les conclusions sont basées. Bien que le Gouvernement soudanais reconnaisse l'importance vitale de la coopération internationale sur la question de la sécurité alimentaire en période de conflit, nous voudrions exprimer notre grave préoccupation concernant le rapport du Cadre intégré publié le 24 décembre 2024, couvrant la période d'octobre 2024 à mai 2025 et faisant état de l'apparition de la famine dans cinq régions du Soudan.

Les conclusions du rapport et ses méthodes sont entachées d'erreurs méthodologiques. Il convient de noter que le Comité d'examen des situations de famine est un organisme bénévole qui aide les gouvernements, les organismes des Nations Unies et d'autres à analyser et à traiter l'insécurité alimentaire et la malnutrition. Onze des 15 États analysés sont touchés par la guerre, ce qui signifie que les équipes de terrain n'ont pas pu y accéder. Sept États sont toujours assiégés par des milices rebelles, ce qui empêche tout contact direct avec les habitants concernés. Le rapport n'a pas non plus tenu compte de la dynamique des déplacements et des irrégularités d'échantillonnage. Les niveaux élevés de déplacement et les changements

démographiques résultant des violations perpétrées par les milices sur la base de l'appartenance ethnique entraînent un manque de données cruciales. Les indicateurs clefs de la famine, tels que le taux de malnutrition aiguë et le taux de mortalité, n'ont pas été évalués au moyen d'enquêtes fiables sur le terrain. Le rapport a été établi sans l'approbation de l'équipe nationale soudanaise et a fait l'objet d'une fuite prématurée dans les médias, ce qui soulève des questions quant à la transparence et à l'intégrité de la procédure en plus des lacunes susmentionnées.

En conséquence, le Gouvernement soudanais a catégoriquement rejeté le rapport et sa classification de la situation au Soudan comme étant une situation de famine, non pas pour dissimuler la famine, mais parce que la méthodologie manque de précision et de transparence et que l'analyse des données est défectueuse, reposant principalement sur des conjectures. Le Soudan conteste le fait que le rapport s'appuie sur des hypothèses, telles que la nature prolongée de la guerre, l'accès humanitaire restreint et l'instabilité économique. Je souhaite que les réserves du Soudan à l'égard du rapport soient inscrites au procès-verbal. La manière dont les données ont été collectées et analysées a entraîné un désaccord avec l'équipe nationale sur les conclusions du rapport. L'évolution de la situation au Soudan en raison de la guerre rend les conclusions et les statistiques du rapport peu fiables, étant donné que les données n'ont pas été collectées sur le terrain avec la rigueur méthodologique nécessaire. Le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire avait prédit que la famine s'installerait en septembre et octobre 2024, ce qui ne s'est pas produit. Les faits ont confirmé qu'il s'agissait d'une simple prévision, sans aucune base statistique réelle.

Le Soudan a accepté de mettre à jour le rapport du Cadre intégré couvrant la période d'octobre 2024 à février 2025 afin d'éviter les imprécisions qui ont entaché le rapport précédent, ainsi que les conclusions et les prévisions qui se sont révélés inexacts. Le Cadre intégré a toutefois prolongé de manière injustifiée la période couverte par le rapport jusqu'en mai 2025, et il existe des divergences importantes entre le rapport de l'équipe nationale et le rapport modifié du Cadre intégré. En outre, le fait que le Soudan n'a été informé du rapport que la veille de Noël et qu'il a été publié quelques heures plus tard sans que les autorités gouvernementales compétentes aient eu le temps d'en prendre connaissance soulève également de nombreuses questions. De plus, la fuite du projet de rapport dans certains médias le 23 décembre 2024, soit un jour avant sa publication, jette également un doute légitime sur les motivations de ce comportement non professionnel, qui a coïncidé avec les vacances de Noël.

Les données figurant dans ce rapport, qui ont été collectées par le biais d'enquêtes sur le terrain en suivant les mouvements de population pour soutenir l'analyse et la prise de décision, n'étaient pas exhaustives. Elles représentent moins de 60 % des échantillons, car il est impossible d'enquêter sur le terrain dans les sept États contrôlés par les Forces d'appui rapide. Toutes les organisations concernées ont retiré leur personnel de ces États et transféré leurs bureaux de Khartoum et d'autres lieux à Port-Soudan, ce qui rend impossible la constitution d'équipes de terrain pour la collecte de données.

Selon le rapport, 11,5 millions de personnes déplacées vivent dans des écoles, ce qui empêche leur réouverture. Si cela est vrai, la question se pose alors de savoir pourquoi les organisations n'ont pas fourni d'aide humanitaire alors que ces personnes déplacées se trouvaient dans des États sûrs. L'ONU n'a pas créé de camps pour elles, comme elle le fait dans la plupart des pays, mais a perdu du temps à débattre de la question de savoir s'il fallait ou non déclarer une situation de famine.

J'exposerai la position du Gouvernement sur les prévisions du rapport technique du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire pour la période allant d'octobre 2024 à février 2025, qui couvre les cinq États du Darfour, en plus des États du Kordofan, de Khartoum, de Gazira, de Sennar, de la Mer Rouge, de



Kassala, du Nil et du Nord. Le rapport révisé a établi que certaines zones sont menacées de famine et a constaté la famine dans cinq zones. Ces résultats appellent les observations suivantes. Le rapport se fonde sur des estimations de la situation de la sécurité alimentaire basées sur un véritable travail de terrain et sur une méthodologie de collecte et d'analyse des données. Or, en raison de la guerre, les données les plus récentes recueillies sur le terrain datent de 2022. Depuis lors, aux niveaux fédéral, étatique et local, il a été impossible d'envoyer des équipes d'enquête sur le terrain et des représentants des ministères et des organisations internationales, bénévoles et de la société civile pour enquêter en personne auprès de la population et remplir les questionnaires d'enquête sur le terrain. Tous les rapports reposent sur des projections basées sur des mises à jour des données de 2022 et ont nécessité la collecte de données par le biais de conversations téléphoniques ou de WhatsApp et de réunions virtuelles, le tout dépendant de la qualité de la connexion Internet et du réseau d'électricité et de télécommunications.

En outre, les déplacements ont été entravés et l'analyse ne tient pas suffisamment compte de l'expertise nationale. Par conséquent, le rapport s'appuie largement sur des sources non officielles et, dans certains cas, sur des sources inconnues, qui utilisent des dates qui ne coïncident pas avec celles du rapport.

Le rapport fait référence à 15 États, dont sept assiégés par les milices, et rien n'indique que les équipes techniques ont atteint la population ciblée sur le terrain. Le rapport, bien qu'il ait été préparé en tenant compte du nombre d'habitants, ne prend pas en considération les différentes dynamiques démographiques résultant des déplacements de populations, ce qui a eu une incidence sur la taille des échantillons et compromis la fiabilité et l'exactitude des données. Les enquêtes manquent de précision et les mises à jour trimestrielles, telles que celles tenant compte des taux de mortalité et d'indicateurs socioéconomiques, n'ont pas été prises en considération.

Le Soudan était favorable à la coopération avec le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et a approuvé la préparation du rapport et la mise à jour des données, auxquelles l'équipe nationale a participé. Cependant, les procédures d'approbation n'étaient pas adéquates, et il y a eu une divergence de positions et un manque de consensus avec l'équipe nationale. L'équipe nationale a été informée qu'un rapport récapitulatif consolidé allait être préparé sur la base du rapport de l'équipe nationale et de celui du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire publié en décembre 2024. Cette information a été communiquée après que le rapport a été divulgué aux médias et avant que l'équipe nationale n'ait été consultée, que les résultats aient été examinés et que le rapport ait pu être présenté au ministère concerné. Par souci de transparence, le Comité n'aurait dû publier que le rapport amendé ou celui de l'équipe nationale. Le Soudan a donc décidé de suspendre sa coopération avec le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire et de s'en retirer.

Le Soudan sait, avec toutes les preuves dont il dispose, que la guerre d'agression en cours a pris une tournure désastreuse et donne lieu à des actes épouvantables qui comprennent maintenant une famine délibérée, provoquée, d'un côté, par les milices, et de l'autre, par les puissances régionales et internationales qui imposent des sanctions à la plus grande entreprise soudanaise de produits agricoles, qui génère 70 % des revenus. Récemment, les inondations de villages et de fermes, la propagation de l'empoisonnement des aliments, la fermeture des turbines hydrauliques du réservoir de Jabal Aulia et la famine ont servi de prétexte à des parties et des organisations aux desseins cachés pour s'ingérer dans les affaires intérieures du Soudan, porter atteinte à sa souveraineté et piller ses richesses et ses minerais précieux. Ces parties souhaitent que le Soudan reste tributaire de l'aide humanitaire.

Le Soudan a initialement coopéré avec le Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire dans l'espoir de l'aider à mener des enquêtes et à formuler



des recommandations et des suggestions pour remédier à la situation d'insécurité alimentaire, et non pour promouvoir une famine imaginaire. La saison des récoltes agricoles pour 2024 comprenait de nombreuses cultures, telles que le millet, le maïs, le sésame, les arachides et autres, cultivées sur une superficie de plus de 15 millions d'hectares sur les 19 millions d'hectares prévus, dont 6,8 millions étaient consacrés au maïs et au millet. La récolte a été bonne dans de nombreux États et, selon l'indice mondial de la sécurité alimentaire, qui repose sur des facteurs tels que le coût, la qualité et la quantité, la production est passée de 27 millions de tonnes en 2023 à 28 millions de tonnes en 2024.

Le Soudan souffre d'insécurité alimentaire en raison de facteurs tels que la guerre et la barbarie des milices qui cherchent à détruire les récoltes en terrorisant les agriculteurs et en pillant leurs récoltes afin de faire de la famine une réalité. Ils complotent avec des acteurs extérieurs et des soutiens régionaux qui leur fournissent des armes, des drones et un soutien logistique.

En octobre 2024, après avoir évalué les zones cultivées à la demande du Ministère de l'agriculture, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO), en coopération avec le Secrétariat technique à la sécurité alimentaire, a signé un accord pour mener une enquête avec les ministères concernés dans les différents États afin d'évaluer la production agricole en 2024-2025, et ce rapport sera publié au cours de la deuxième semaine de janvier. Nous avons demandé au Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire d'attendre la publication de ce rapport, mais il a refusé.

Les besoins du Soudan en maïs et en millet s'élèvent à 4,5 millions de tonnes et, selon les prévisions, nous devrions en produire entre 7 et 8 millions de tonnes. Les principaux faits nouveaux qui infirment les hypothèses sur lesquelles se base le rapport du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire sont, entre autres, le rétablissement de la stabilité dans un certain nombre de régions, qui a permis aux citoyens de retourner dans leurs fermes et leurs maisons.

Selon la classification du Cadre intégré, entre octobre et novembre 2024, la répartition de la population dans chaque phase de l'insécurité alimentaire était la suivante : phase 1, 7,388 millions de personnes, soit 16 % de la population ; phase 2, 15,6 millions, soit 33 % ; phase 3 (crise), 15,8 millions, soit 33 % ; phase 4 (urgence), 8,1 millions de personnes, soit 17 % ; et phase 5 (catastrophe), 525 000 personnes, ce qui ne représente que 1 à 2 % de la population totale du Soudan, qui compte 47,5 millions d'habitants. Les zones qui se situent en phases 4 et 5 apparaissent en rouge et en noir sur la carte et ne correspondent pas à l'ensemble des zones touchées par la famine selon le Cadre intégré.

Nous recevons des demandes pour faciliter l'accès humanitaire, mais les 10 voies terrestres et les cinq ou six voies aériennes allouées par le Gouvernement soudanais sont restées ouvertes, et nous prenons des mesures d'urgence pour délivrer des visas et des autorisations au personnel humanitaire de l'ONU et d'organisations non gouvernementales – je ne veux pas répéter les chiffres ici.

Les conditions sont favorables et s'améliorent, ce qui aura un effet positif sur la sécurité alimentaire. Cela entraînera une augmentation des stocks de nourriture et une stabilisation du prix des denrées alimentaires. Nous soulignons que la crise humanitaire est le résultat des graves violations commises par les Forces d'appui rapide, parmi lesquelles le déplacement forcé et délibéré d'agriculteurs ; la destruction intentionnelle d'installations et d'infrastructures agricoles ; les entraves à l'acheminement de l'aide humanitaire et son détournement ; des attaques contre le personnel humanitaire et les convois logistiques, qui sapent les efforts de secours et empêchent l'accès aux zones contrôlées par les milices, bien que le Gouvernement s'efforce de faciliter cet accès ; l'imposition de tactiques de siège et l'utilisation de

la famine comme méthode de guerre ; et le pillage des stocks alimentaires pour déclencher des hausses de prix. Les infrastructures ont été détruites, notamment des routes, des marchés, des installations d'approvisionnement en eau et des réseaux électriques, ce qui entrave davantage l'accès humanitaire.

Il existe des critères internationaux pour déclarer une famine dans un pays. Selon ces critères, les conditions suivantes doivent être satisfaites. Premièrement, des enquêtes adéquates doivent être menées sur le terrain pour évaluer la sécurité alimentaire en fonction des phases du Cadre intégré de classification de la sécurité alimentaire, et la collecte des données doit se faire selon une approche ascendante, c'est-à-dire en commençant par les villages, les villes et les municipalités et en remontant jusqu'au niveau national. Deuxièmement, les enquêtes doivent confirmer que 20 % de la population se trouve dans la phase 5 de la classification, et nous avons confirmé statistiquement que seulement 1 à 2 % de la population est classé en phase 5, ce qui signifie que la famine touche 500 000 personnes, en raison d'un approvisionnement alimentaire insuffisant et de l'impossibilité d'accéder à la nourriture ou de l'utiliser.

Le Cadre intégré de classification s'est contredit lui-même en citant ces facteurs pour expliquer la famine, assurant que 30 % des enfants sont touchés par la malnutrition aiguë, notamment des enfants de moins de 5 ans. Le Gouvernement doit adopter un rapport conjoint avec les organisations participant aux enquêtes du Cadre intégré au cours d'une année donnée, à la condition que le rapport réponde à ce qu'on appelle un consensus technique, nécessaire pour prendre la décision de déclarer la famine dans un pays, ce qui n'a pas été le cas. Un comité d'examen des situations de famine doit être mis en place, ce qui n'a pas été le cas. En cas de suspicion de famine, comme l'indique le rapport, une étape supplémentaire requiert la contribution du Comité d'examen des situations de famine. Il est composé de cinq experts internationalement reconnus dans les domaines de la nutrition, de la santé et de la sécurité alimentaire. Il se réunit dès que les conditions de famine s'aggravent et que plus de 20 % des personnes touchées ont atteint la phase 5 du Cadre.

Pour conclure cet aperçu, les besoins et exigences peuvent être résumés comme suit. En ce qui concerne le blé, 2 442 tonnes sont une récolte normale, et un déficit de production survient généralement chaque saison en raison du manque de zones irriguées, du manque de régions au climat adapté à la culture du blé, et des exigences strictes pour la culture du blé, contrairement au maïs et au millet, car le blé est disponible dans le monde entier, à des prix inférieurs à ceux du blé produit localement.

Nos demandes au Conseil de sécurité sont les suivantes. Compte tenu de la situation de crise de la sécurité alimentaire dans le pays, des mesures immédiates et urgentes doivent être prises, notamment en donnant la priorité à la fourniture de denrées alimentaires, de médicaments et d'autres formes d'aide humanitaire nécessaires pendant la période de guerre. Il faut garantir l'accès à la population des régions touchées par cette guerre d'agression – le Gouvernement soudanais a ouvert tous les points de passage – et apporter un soutien financier et matériel aux agriculteurs et aux organisations caritatives qualifiées. Il faut assurer la réussite maximale des campagnes agricoles en cours et à venir en apportant l'appui requis et en veillant à ce que des couloirs sécurisés permettent aux intrants agricoles de parvenir aux zones contrôlées par les milices. Il faut fournir une assistance technique aux petits exploitants agricoles, sécuriser leurs activités de récolte et les aider à vendre le produit récolté. Il faut imposer des sanctions dissuasives aux milices qui incendient délibérément les récoltes. Il faut apporter un soutien financier et technique aux jeunes producteurs, aux femmes, aux familles productives et aux déplacés, notamment en les formant à la gestion des petites entreprises et en aidant les femmes à créer des entreprises et à se familiariser avec les aspects commerciaux de l'agriculture. Il faut faciliter les activités à petite échelle et à rendement rapide pour réinstaller les personnes déplacées et améliorer leurs conditions de vie, ce qui se traduira par une coopération avec les familles locales,

une augmentation de la production et une amélioration de la sécurité alimentaire et des conditions de consolidation de la paix. Il faut évaluer la situation alimentaire en procédant à une analyse rapide et complète de la situation dans les zones touchées. Il faut distribuer l'aide alimentaire en organisant des campagnes d'urgence, en coopération avec l'ONU. Il faut lancer des programmes de subventions en espèces pour les familles les plus touchées afin de leur permettre de se procurer de la nourriture et de satisfaire leurs besoins élémentaires, conformément à l'approche nutritionnelle soudanaise. Il faut mettre en place des banques alimentaires en créant des entrepôts alimentaires dans les zones rurales afin de garantir la disponibilité des denrées alimentaires en temps de crise. Il faut améliorer la connectivité en réparant et en développant les routes et les infrastructures.

L'aide humanitaire doit être complétée par les interventions suivantes, pour stimuler la production locale, améliorer la sécurité alimentaire et permettre un meilleur fonctionnement du marché. Il faut renforcer la capacité technique des services de vulgarisation agricole ; améliorer la gestion post-récolte et les installations de stockage au niveau des ménages ; et opérationnaliser les stocks stratégiques. La FAO, que nous remercions, doit fournir un soutien récurrent au renforcement des capacités, de manière à éviter des lacunes dans les équipes et d'aider les petits et moyens exploitants en leur fournissant des intrants améliorés et des technologies intermédiaires.

Je remercie de leurs exposés les représentantes de la FAO et du Bureau de la coordination des affaires humanitaires.

**Le Président** (*parle en anglais*) : Je donne maintenant la parole au représentant de l'Égypte.

**M. Mahmoud** (Égypte) (*parle en arabe*) : Je remercie avant tout nos intervenantes, M<sup>me</sup> Wosornu et M<sup>me</sup> Bechdol, des précieuses informations qu'elles ont fournies sur l'évolution de la situation humanitaire critique au Soudan, pays frère. Nous prenons également note de la déclaration que vient de faire mon cher frère, le Représentant permanent du Soudan, et des précisions importantes qu'il a apportées.

De toute évidence, la détérioration de la situation humanitaire au Soudan en raison du conflit constitue un véritable dilemme, pour nous et pour la communauté internationale. Les souffrances subies en permanence par le peuple soudanais frère depuis près de deux ans sont une source de douleur pour notre famille mondiale, et elles nous astreignent à œuvrer sincèrement pour mettre fin à cette situation et pouvoir tourner cette page dès que possible. Les souffrances humaines de nos frères au Soudan, considéré comme le grenier alimentaire stratégique du monde arabe, ne doivent pas se prolonger indéfiniment, sans qu'aucune solution ne se profile. L'Égypte réaffirme donc son entière solidarité avec le peuple soudanais frère en détresse, ainsi que sa détermination à rétablir la paix, la sécurité et la stabilité au Soudan, afin de préserver les capacités des Soudanais, conformément à nos liens de voisinage et de fraternité, et à notre histoire et notre destinées partagées. Dans ce contexte, l'Égypte réaffirme un certain nombre de considérations qui doivent être prises en compte s'agissant de la question soudanaise, notamment la nécessité de traiter la situation humanitaire.

Premièrement, il est crucial de préserver la souveraineté, l'indépendance et l'intégrité territoriale du Soudan, de rejeter toute ingérence dans ses affaires intérieures, qui alimenterait et perpétuerait le conflit actuel, de protéger les institutions de l'État soudanais et d'empêcher leur effondrement, et de défendre les intérêts supérieurs du Soudan dans la quête de solutions qui répondent aux aspirations du peuple soudanais frère à la sécurité, à la stabilité et au développement.

Deuxièmement, il est impératif de prendre les mesures requises pour faire cesser l'approvisionnement en armes des groupes armés non étatiques et instaurer un cessez-le-feu immédiat et durable, seul moyen de protéger les civils, de mettre fin à l'effusion de sang et d'endiguer les vagues de déplacés et de réfugiés. La communauté internationale

est consciente de l'ampleur des souffrances que subit le peuple soudanais, en particulier les déplacés, et du fardeau que supportent les pays voisins du Soudan en raison de l'exacerbation de la crise. Dans ce contexte, l'Égypte se déclare à nouveau déterminée à fournir tous les moyens de soins et de soutien à ses frères soudanais qui fuient le conflit pour se réfugier en Égypte et dans les pays voisins. L'Égypte accueille déjà plus de 1 200 000 de nos frères soudanais. Dans ces conditions, l'Égypte demande une fois de plus que les pays voisins du Soudan soient davantage soutenus, afin qu'ils puissent assumer leurs responsabilités envers leurs frères soudanais, compte tenu du conflit qui s'éternise, et répondre aux besoins des personnes déplacées à l'intérieur du pays.

Troisièmement, l'Égypte souligne qu'il faut augmenter le volume d'aide et de financement accordés par les pays et autres donateurs, notamment en honorant les engagements pris face aux besoins humanitaires actuels et aux besoins des réfugiés dans les pays voisins, en plus de fournir une aide humanitaire d'urgence dans divers domaines, notamment l'alimentation, la santé ou l'éducation. L'Égypte salue toute l'aide humanitaire qui a déjà été accordée au Soudan pour répondre à cette crise, et elle-même continue de fournir une assistance et des secours à ses frères soudanais au titre de sa contribution pour maîtriser les répercussions de la crise actuelle.

Quatrièmement, il faut poursuivre les efforts visant à rétablir la confiance entre le Gouvernement soudanais et l'ONU, ainsi que ses organismes. L'Égypte appelle l'Organisation des Nations Unies et la communauté internationale à faire fond sur la décision du Gouvernement soudanais d'établir des entrepôts humanitaires dans plusieurs endroits, d'autoriser les avions humanitaires et de désigner des points d'entrée de l'aide humanitaire en quantités suffisantes pour répondre aux besoins du peuple soudanais frère, et ce, d'une manière qui préserve la sécurité du Soudan, respecte sa souveraineté et tienne compte de ses préoccupations en matière de sécurité. L'Égypte est également convaincue que les autorités soudanaises continueront de resserrer leur coopération avec l'ONU afin d'assurer l'acheminement sans heurt d'une aide humanitaire suffisante.

Les rapports de l'ONU rappellent la gravité de la crise humanitaire au Soudan, qu'il s'agisse des flux de réfugiés ou des déplacements, de la détérioration des installations sanitaires, des menaces qui pèsent sur la sécurité alimentaire, des atteintes à la sûreté et la sécurité des civils, et des risques de multiples formes de violations du droit international humanitaire et du droit international des droits de l'homme. En conséquence, la première étape qui mène à une sortie de crise au Soudan, y compris pour la situation humanitaire, commence par l'arrêt des combats. C'est par là qu'il faut commencer, et c'est là-dessus qu'il faut s'appuyer. L'Égypte y est très favorable et elle est toute prête à y contribuer, notamment en soutenant pleinement les efforts de l'Envoyé personnel du Secrétaire général, M. Ramtane Lamamra, pour coordonner les initiatives et les pistes susceptibles de mettre fin au conflit et de restaurer la sécurité et la stabilité, en préambule à un processus politique dirigé et contrôlé par les Soudanais, qui répondra aux aspirations du peuple soudanais à un avenir meilleur.

L'Égypte est pleinement convaincue de la sagesse et de la capacité de nos frères soudanais à parvenir à des accords propres à mettre fin de manière irréversible à la crise actuelle, dans le cadre d'une prise en charge exclusivement nationale, sans la moindre ingérence, et d'une manière qui promeuve les intérêts supérieurs du Soudan et préserve les capacités de ce peuple frère.

Avant de conclure, je voudrais remercier l'Ambassadrice Linda Thomas-Greenfield, dont le mandat auprès de l'ONU touche à sa fin, notamment de la coopération fructueuse que nous avons entretenue, avec elle personnellement comme avec la Mission des États-Unis. Nous espérons que cette coopération se poursuivra également à l'avenir.

*La séance est levée à 12 h 10.*